



**CCI FRANCE  
MADAGASCAR**

# L'ÉCO

## de la semaine

---

**28 novembre - 4 décembre 2020**

LFI 2021 : Adoptée hier par les députés	3
Cap Business océan Indien: Eric Magamootoo nommé secrétaire général	3
Mines – La reprise d’Ambatovy reste à déterminer	4
Projet Sahovika : Une synergie d’actions sur la protection des zones forestières	4
Inflation - Instauration impossible du prix de référence pour les PPN	5
Filière litchis – Le quota du marché européen revu à la baisse	5
Document de stratégie-pays : résultats satisfaisants à mi-parcours pour Madagascar selon la Bad	6
Tourisme – Les grands hôtels de Nosy Be tardent à rouvrir	6
Banque – Quatre vingt-seizième agence Bni à Sambava	6
Loi de finances initiale 2021 – Les secteurs sociaux peu considérés	7
EDBM : Un « business forum régional »	8
Kraoma: des échauffourées ont éclaté à Brieville	8
« Gala des entreprises - Trophées 2020 » - La STAR et ACEP Madagascar raflent les prix	9
Gemmologie et lapidairerie: viser le label made in Madagascar	9
Suspension de Base Toliara : La population bénéficiaire du projet crie famine	10
Commerce numérique Gil Razafintsalama : L’environnement n’est pas totalement sécurisé	11
Secteur halieutique – Les accords de pêche avec l’UE au point mort	11
Secteur minier : Nombreuses communes ne bénéficient pas de ristourne	12
Redressement d’Air Madagascar - « Elaborer un business plan est plus difficile qu’il n’y paraît » dicit le ministre des Transports	12
Ndao Hanavao : Un concept innovant pour le recyclage du plastique appuyé par Rubis Mécénat et Vitogaz	13
Taxe sur le marché public - Les prestataires également touchés	13
Air Madagascar – La compagnie redéploie ses ailes le temps des fêtes	14
Haro sur les spéculations: place au «Hetsika vidin’entana»	14
BMOI : Lancement d’un premier service de scannérisation des chèques	14
Elevage – Le lait d’Antsirabe aux mains du projet « Fanoro »	15
Business forum : d’importants investissements prévus dans l’Atsimo Andrefana	15
Développement: le PEM examiné en conseil des ministres	15
Tourisme : Les opérateurs hôteliers de l’Isalo en grande difficulté	16
Recettes douanières: une hausse de 18% escomptée en 2021	16
Monnaie – L’ariary remonte progressivement la pente	16
Programme Fihariana : Un financement de 300 millions Ar pour développer la filière lait	17
Dette extérieure - 528 milliards d’ariary à rembourser en 2021	17
Ressources halieutiques : fermeture de la pêche crevette	18
Concours « Créatives » : L’agence Facto nominée pour la 7e fois consécutive	18
Toamasina – La deuxième phase de l’extension du port pour bientôt	18
Loi de finance initiale 2021: la tête hors de l’eau ?	19
Tarissement du barrage d’Andekaleka – Retour en force du délestage dans plusieurs quartiers	20
Prix du litchi: une baisse de 20% constatée sur le marché européen	20
Infrastructures publiques : Focus sur les études, la planification et l’organisation	20
Projet 20by2020 : De l’eau potable dans les communautés rurales malgaches.	21
Planification spatiale marine : Atelier de consultation hier au Carlton Anosy	21
Agriculture – Facilité pour les jeunes porteurs de projet	21

# LFI 2021 : Adoptée hier par les députés

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 28 NOVEMBRE 2020

*Dans la loi de finances initiale 2021, l'Etat réaffirme sa volonté de prioriser le secteur social, notamment en ce qui concerne la Santé, l'éducation nationale, l'enseignement supérieur, la sécurité publique, la justice, l'accessibilité à l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement et la gestion des risques et catastrophes.*

La loi de finances initiale 2021 a été votée en séance plénière, hier, par 97 députés. Une loi de finances qui traduit la volonté du gouvernement de relancer l'économie après la crise sanitaire. Et ce, avec un taux de croissance économique fixé à 4,5% pour 2021.

**Dépenses bien orientées.** Cette perspective est notamment soutenue par la croissance du secteur primaire de 3.6%, celle du secteur secondaire de 10.6% et du secteur tertiaire de 4.1%. L'Etat malagasy continuera alors de soutenir à la fois la demande et l'offre nationale en ciblant des secteurs générateurs d'emplois tels que les BTP, l'économie rurale, l'artisanat et l'entrepreneuriat. Cette loi de finances initiale se distingue par ailleurs par des dépenses bien orientées, gages d'une meilleure résilience économique et sociale. En effet, « les dépenses totales pour l'année 2021 sont établies à 11 420.2 milliards d'Ariary, contre 10 643.1 milliards d'Ariary dans la LFR 2020, passant ainsi de 19.1% du PIB dans la LFR 2020 à 19.6% du PIB dans la présente LFI. L'ensemble de ces dépenses est axé sur le financement des interventions de l'Etat visant au redressement économique et à

l'atténuation des effets des chocs économiques et sociaux observés, dont la Covid-19 et la famine dans le Sud. Parallèlement aux politiques déjà préluées, des ressources financières importantes seront engagées et déployées pour la concrétisation des promesses présidentielles. Les investissements publics continueront ainsi d'accaparer une part importante dans le Budget de l'Etat afin de servir de levier économique dans les secteurs tels que l'infrastructure routière, l'énergie et le développement rural. Leurs rythmes d'exécution seront d'ailleurs accélérés vis-à-vis de la LFR 2020 laquelle a concédé des retards partiels à cause de la mise en place de l'état d'urgence sanitaire »

**Innovations.** Cette loi de finances 2021 est également celle des innovations. On peut citer, entre autres, l'exonération du blé et du maïs ainsi que des consommables médicaux dont le masque. Une disposition prise par le gouvernement afin de relancer la filière agricole et de donner la priorité à la santé, surtout en cette période post-pandémique. Dans le domaine de la consommation et de la protection de l'environnement, la



L'équipe du ministère de l'Economie et des Finances, dirigée par le ministre Richard Randriamandrato a défendu, hier avec succès la loi de finances initiale 2021

TVA sur le gaz butane est réduite à 5% afin de réduire le prix de cette énergie propre et de lutter ainsi contre l'utilisation abusive des bois de chauffe et du charbon de bois. Par ailleurs, la loi de finances initiale 2021 fixe de nouveau à 8% le droit d'accise sur les télécommunications. Cette disposition a déjà eu un impact positif puisqu'un opérateur de télécommunication a déjà revu largement à la baisse ses tarifs. Par contre les députés ont apporté un amendement sur l'exonération de TVA pour la Banky Foiben'i Madagasikara en vue de la constitution de la réserve d'or. Notons, par ailleurs que la LFI 2021 ne prévoit pas l'achat de vaccins anti-covid-19.

# Cap Business océan Indien: Eric Magamootoo nommé secrétaire général

ARH | LES NOUVELLES | 28 NOVEMBRE 2020

Eric Magamootoo a pris ses fonctions, en août dernier, en tant que secrétaire général de Cap Business océan Indien, ex-Union des Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIOI) avec l'objectif de donner un nouvel élan à la coopération économique régionale.

Sa nomination fait suite à la création d'un secrétariat à Ebène, inauguré en 2019, ainsi qu'à la publication d'une nouvelle feuille de route pour les cinq prochaines années, intitulée «Cohérence pour l'avenir et le progrès dans l'océan Indien». Eric Magamootoo aura pour mission de mettre en œuvre cette stratégie tout en donnant une nouvelle impulsion à cette association dont il est l'un des fondateurs.

Avocat de profession et ayant occupé le poste de président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de La Réunion, il connaît parfaitement les enjeux de la coopération économique régionale. Il possède ainsi une bonne connaissance de différents dossiers relatifs aux nombreuses problématiques auxquelles font face les territoires et les entreprises de la région.

L'un des objectifs de l'association est de soutenir les efforts consentis pour améliorer la compétitivité et la capacité des entreprises à s'adapter à un environnement économique de plus en plus difficile en raison de la crise sanitaire, mais également des effets du changement climatique et d'une concurrence accrue d'autres régions du monde. C'est ainsi



que l'association a changé de nom, traduisant à la fois la nouvelle vision de son engagement à fédérer l'ensemble des acteurs. Depuis 2018, l'association a créé le statut de «membres associés» qui permet d'accueillir comme adhérents des organisations professionnelles, telles que les chambres consulaires des métiers, de l'agriculture, de la pêche mais aussi les associations représentatives.

## Mines – La reprise d'Ambatovy reste à déterminer

GARRY FABRICE RANAIVOSON | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 28 NOVEMBRE 2020

*La pandémie de Covid-19 a mis aux arrêts l'essentiel des investissements japonais dans le pays, notamment, le projet Ambatovy. Pour ce dernier, le moment de la reprise reste incertain.*

À ce stade nous ne pouvons pas encore déterminer un timing pour la reprise. Ces mots sont ceux de Higuchi Yoshihiro, ambassadeur du Japon. Des mots en réponse à une question sur l'avenir des grands investissements japonais à Madagascar, notamment, le projet Ambatovy.

En marge d'une cérémonie à la résidence du Japon, à Ivandry, hier, le diplomate s'est prêté au jeu des questions et réponses avec la presse. Une occasion pour évoquer le futur des projets que sont Ambatovy, mais aussi, l'élargissement du port de Toamasina. Concernant l'usine d'exploitation de cobalt et de nickel, l'ambassadeur Higuchi Yoshihiro affirme qu'autant l'entreprise Sumitomo qui est l'actionnaire majoritaire, que l'État japonais « sont déterminés à travailler pour la reprise des activités ».

Cette détermination à reprendre les activités concerne également, les travaux d'élargissement du port de Toamasina, ainsi que d'autres projets japonais à l'arrêt, comme des travaux d'irrigation dans l'Alaotra. Comme annoncé en attaque de l'article, le diplomate japonais reconnaît, toutefois, qu'en l'état actuel des choses, il est difficile de déterminer avec certitude quand s'effectuera cette reprise.

L'arrêt des sites d'Ambatovy et des



L'ambassadeur du Japon, Higuchi Yoshihiro, expliquant le cas Ambatovy, hier.

chantiers de l'élargissement du port de Toamasina figurent parmi les dommages collatéraux de la crise sanitaire causée par la Covid-19. Selon les dires du diplomate japonais, le retour des techniciens étrangers fait partie des conditions de la reprise des activités. Avec d'autres parties prenantes, l'ambassadeur japonais travaille dans ce sens.

### **Priorité numéro une**

« La priorité est de faire revenir ces techniciens non malgaches, mais les frontières aériennes malgaches sont toujours fermées à cause de la pandémie. Oui, il faut être prudent, je le comprends. On essaie, néanmoins, de faire revenir les gens essentiels pour la reprise des activités le plus tôt possible », a déclaré le diplomate japonais.

L'ambassadeur du Japon parle également de « quelques défis

administratifs à surmonter », pour la reprise des activités, sans plus de détails. Outre la situation nationale, la conjoncture internationale, surtout l'état de forme du marché du nickel et du cobalt pourrait également déterminer la reprise des activités du projet Ambatovy.

Higuchi Yoshihiro se veut cependant, rassurant en soutenant qu'Ambatovy est un projet à long terme et que « toutes les parties prenantes travaillent pour le succès de ces investissements ». Il souligne, par ailleurs, qu'il s'agit du premier investissement de grande envergure à Madagascar. Que la Grande île aura tout à gagner à ce que ce soit une réussite. Qu'en cas de succès, d'autres grands investisseurs suivront. Un échec du projet Ambatovy pourrait, effectivement, doucher l'ambition étatique de développer rapidement le pays par le biais des grands investissements. Certes, plusieurs paramètres qui conditionnent la réussite ou l'échec du projet ne dépendent pas des autorités malgaches. Dans l'immédiat, toutefois, la suspension des exploitations et exportations de nickel et de cobalt enrhumine l'économie de la Grande île. Depuis plusieurs mois, sa plus grande source de devises est à l'arrêt.

## Projet Sahovika : Une synergie d'actions sur la protection des zones forestières

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 28 NOVEMBRE 2020

*Toutes les parties prenantes œuvrant dans la protection des zones forestières dans le cadre de la mise en œuvre du projet Sahovika entrepris par la société NEHO, se sont réunies autour d'un atelier organisé le 24 novembre dernier.*

Il s'agit notamment du directeur des Aires Protégées au sein du ministère de l'Environnement et du Développement Durable, des représentants du cadre d'appui technique et des directions régionales de ce département ministériel à Alaotra Mangoro et à Vakinankaratra. Les représentants de la circonscription de l'Environnement et du Développement Durable de Moramanga, de l'Office National de l'Environnement (ONE) et de Madagascar National Parks à Marolambo ainsi que ceux des ONG Rainforest trust ou Sadabe, du cabinet Savaivo et bien évidemment le promoteur du projet, y ont également participé. Une synergie d'actions de tous ces acteurs concernés sur la protection des zones forestières

touchées par le projet, sera ainsi mise en place, et ce, dans le cadre d'une approche inclusive.

### **Plan d'action pour la biodiversité.**

Il est à souligner que la production d'énergie verte par la centrale hydro-électrique mise en place dans le cadre de ce projet Sahovika supportera la préservation de l'environnement et le développement inclusif des communautés locales. Ce qui contribue ainsi à la mise en œuvre de la politique générale du ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Cet atelier a donc été l'occasion de rappeler les objectifs de préservation de l'environnement, notamment dans une approche Paysage partagée, telle qu'elle est actuellement définie sur « l'île

Verte ». Le directeur général de NEHO (Nouvelle Energie Hydroélectrique de l'Onive), Didier Payerne, a rappelé que sa société, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de RSE (Responsabilité sociétale d'Entreprise), s'est engagée dans son plan d'action pour la Biodiversité (PAB). Le but est d'apporter un appui à la conservation des forêts naturelles du Parc National de Marolambo, et ce, en collaboration avec le gestionnaire du parc, tout en contribuant à la création de la Nouvelle Aire Protégée (NAP) de Tsinjoarivo pour la conservation et la restauration des forêts naturelles, avec son promoteur. Par ailleurs, il s'est félicité, pour sa part, de l'esprit constructif qui a caractérisé les débats dans le cadre de cet atelier.

## Inflation - Instauration impossible du prix de référence pour les PPN

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 28 NOVEMBRE 2020

Un barème des marges bénéficiaires. C'est ce que réclament les gestionnaires des marchés issus de la Commune urbaine et suburbaine d'Antananarivo face à la hausse incessante du prix des produits de première nécessité (PPN). En effet, une augmentation de l'ordre de 50 % a été constatée pour les huiles alimentaires. En parallèle, on enregistré une hausse de 100 à 200 ariary par kilo pour le riz. Selon ces responsables, l'instauration d'un prix de référence s'avère la meilleure solution afin de mieux réguler l'inflation. « Les consommateurs se plaignent en ce moment du prix des PPN. Et en plus, ce prix varie d'un vendeur à un autre. Il nous est impossible de faire le suivi et le contrôle tant que le ministère n'impose pas un barème des marges ou un prix de référence. Comme cela, nous détectons facilement les spéculateurs et les profiteurs », explique Marcellin, gestionnaire du marché d'Anosibe, lors d'une rencontre avec Lantosoa Rakotomalala, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) et son équipe, hier à Anosy.

En réponse à cette recommandation, le ministre de tutelle a indiqué que Madagascar applique encore la marge libre sur le marché. Chaque commerçant est libre de fixer le prix de ses produits en fonction de ses coûts de revient. Cet aspect échappe donc au contrôle de l'Etat. Par ailleurs, cette structure de prix peut être déterminée facilement en comparant un prix à un autre. « Il est difficile d'adopter cette mesure car plusieurs charges influencent les tarifs. Ainsi, à titre d'illustration, le prix du riz à Anosibe diffère de celui d'Ambohimangakely à cause du coût des transports. Mais on peut tout de même évaluer facilement ce barème à partir des comparaisons. Un sac de 50 kilo, par exemple, coûte environ



80 000 ariary. Si un marchand propose la même quantité à 100 000 ariary, on reconnaît facilement qu'il s'agit d'un profiteur », réplique Lantosoa Rakotomalala.

Par ailleurs, afin de mieux protéger les consommateurs durant la période des fêtes, le ministère lance l'opération « Vidin'entana ». A compter du mois de décembre jusqu'au mois de février prochain, le MICA mène une campagne de sensibilisation pour faire connaître les droits des consommateurs et les obligations des vendeurs. « Nous allons vraiment nous attaquer à l'éducation des deux parties. Un panneau sur les droits des consommateurs et les obligations des commerçants sera bientôt installé dans chaque grand marché d'Analamanga. L'affiche contient l'exigence à l'affichage des prix, la normalisation des balances, l'étiquetage des produits et l'interdiction de retention des stocks », détaille la ministre. Une collaboration a été établie entre le ministère et les gestionnaires des marchés dans la mise en œuvre de cette campagne.

## Filière litchis – Le quota du marché européen revu à la baisse

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 28 NOVEMBRE 2020

*La campagne litchis à Toamasina bat son plein. Les opérateurs sont enthousiastes.*

Quantité à revendre. Depuis la mi-novembre, période d'ouverture de la campagne 2020 du litchi à Madagascar, l'optimisme est remarqué chez la plupart des opérateurs. Une campagne précoce mais encourageante a été ainsi prévue par tous les acteurs de la chaîne de valeur litchis. Cependant, malgré une campagne surfant sur la vague de la normalité par rapport aux performances de l'année dernière à la même période d'ouverture du marché, quelques bémols ont été constatés.

« La qualité est au rendez-vous, nous avons déjà pu affréter quelques navires cargo en une semaine de campagne. Là où le bât blesse c'est sur le fait que les importateurs du marché européen ont revu leurs commandes à la baisse à moins 20% par rapport au même stade de la campagne l'année dernière. Par contre, pour les autres marchés, on peut dire que le contexte suit son cours normal » s'enthousiasme Georges Geerearts, vice-président du Centre Technique Horticole de Toamasina (CTHT). Ainsi, si le marché européen avait passé commande de plus de

quinze mille tonnes à la même période en 2019, cette année ce chiffre a été revu à la baisse avec douze mille tonnes de litchis en direction de l'Europe avant les fêtes de fin d'année.

### Supérieur

Pour les autres marchés comme la Guadeloupe, le Moyen Orient, la Russie ou encore celui de Mayotte, les commandes sont restées les mêmes malgré le contexte de pandémie causé par la covid-19. Ainsi, la campagne de cette année renoue avec une certaine normalité en termes de production. Près de 82% des quelques mille quatre cent arbres fruitiers sont déjà en production dans les parties sud et nord de la région Atsinanana. Ce chiffre reste nettement supérieur à celui enregistré la saison précédente (35%), à la même période. Cependant, le rendement doit être mis en avant, car comparé à d'autres fruits comme les mangues avec deux millions de tonnes sur le marché, le litchi a encore du chemin à faire.

Par ailleurs, le litchi a commencé à occuper les marchés de la capitale, notamment à Anosibe et Anosy



malgré que la maturité de ce fruit déjà disponible sur le marché local ne soit pas encore dans les standards de qualité notable. Et malgré la baisse des commandes sur le principal marché qui est l'Europe, Madagascar reste le troisième plus gros producteur mondial de litchis, derrière la Chine et l'Inde, avec une production annuelle d'environ cent mille tonnes.

Le pays exporte un quart de ce volume, principalement vers le marché européen, soit près de 80 % des importations de l'Union Européenne. Cette dernière a pourtant baissé sa consommation pour cette année.

# Document de stratégie-pays (DSP): résultats satisfaisants à mi-parcours pour Madagascar selon la Bad

ARH | LES NOUVELLES | 28 NOVEMBRE 2020

*La Banque africaine de développement (Bad) obtient des résultats satisfaisants à Madagascar, selon le rapport à mi-parcours du Document de stratégie-pays (DSP) pour la période 2017-2021 et la revue de performance du portefeuille-pays 2019, approuvés le 25 novembre à Abidjan par le conseil d'administration de la Banque.*

La Bad s'est effectivement appuyée sur deux piliers pour réaliser le DSP en l'occurrence, le développement des infrastructures d'énergie et de transport pour soutenir la croissance inclusive, et le soutien à la transformation de l'agriculture et au développement de l'industrie. Selon le rapport de la banque, au pilier I, l'accès amélioré à l'énergie fiable, à moindre coût, a permis un taux de recouvrement des factures de la Jirama de 89% en 2018, contre 40% en 2015. En outre, le taux d'accès à l'électricité s'est amélioré légèrement de 15% en 2015 à 16,6% en 2019.

Pour la connectivité des transports des zones de production aux marchés, 105 km de routes ont été réalisés ainsi que 16 km de pistes rurales et 320 mètres de ponts. Au pilier II, la poursuite de la mise en œuvre des projets agricoles (réhabilitation et extension du périmètre irrigué de Bas Mangoky II, réhabilitation des infrastructures agricoles dans le Sud-ouest) ainsi que le Projet d'appui à la promotion des investissements (PAPI), ont amélioré fortement l'accès à l'emploi salarié formel. 21.000 ha de terres ont été aménagées pour l'irrigation en 2019 contre 9.000 ha en 2016. La production agricole additionnelle par an a atteint 120.000 tonnes pour le riz et 35.000 tonnes pour



le pois du cap. Les emplois créés dans le textile ont bondi, de 80.000 en 2014 à 150.000 en 2019, dont 70% occupés par des femmes.

Dans le domaine des activités transformatrices et créatrices d'emplois, trois centres d'incubation pour les jeunes dans l'agriculture et l'agro-industrie ont été construits, et près de 410 micros et petites entreprises agricoles bénéficient d'un accompagnement pour devenir de futurs entrepreneurs.

**Maintien jusqu'en 2021** A cet effet, ces deux piliers seront maintenus jusqu'en 2021. Toutefois, pour atteindre les résultats du DSP, la Bad entend mettre en œuvre le programme de «prêts actualisés». L'accent sera mis

sur la poursuite de la mobilisation accrue de ressources pour la stratégie financée par les ressources du FAD-15. Le 6 octobre, le portefeuille actif du groupe de la banque pour Madagascar comptait 21 opérations. Le montant des engagements s'élevait à 553,79 millions de dollars. La taille moyenne des projets d'investissement était en augmentation, passant de 27,4 millions de dollars en 2017 à plus de 41,1 millions de dollars à la fin de 2019. Les secteurs couverts sont le transport (33,9%), l'agriculture (30,1%), l'énergie (25,5%), la gouvernance (9,9%), l'eau et l'assainissement (0,4%), l'environnement (0,2%) et le secteur social (0,1%).

## Tourisme – Les grands hôtels de Nosy Be tardent à rouvrir

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 28 NOVEMBRE 2020

Deux mois après la réouverture du ciel de Nosy Be au tourisme international, il n'y a encore que deux compagnies aériennes qui desservent la ligne. Le constat a été exposé, hier à Anosy, par Joël Randriamandranto, ministre du Transport, du tourisme et de la météorologie, à l'occasion d'une séance d'échanges mensuelle avec la presse locale. « Ethiopian Airlines et Air Austral sont les seuls pour le moment à être au taquet sur la destination. Ces compagnies font venir entre quatre vingt-dix et cent trente passagers par jour depuis l'ouverture du ciel au

début du mois d'octobre » explique le ministre du Tourisme. En conséquence, les grands établissements hôteliers de plus d'une centaine de chambres hésitent encore à rouvrir leurs portes à cause de l'affluence peu rentable vu le nombre de touristes débarquant sur l'île au parfum. Les établissements qui sautent le pas sont majoritairement des hôtels à capacité moyenne. La restriction des touristes en provenance de pays ayant été sujets à une deuxième vague de covid-19 constitue aussi une des raisons qui ont diminué l'affluence touristique.

## Banque – Quatre vingt-seizième agence Bni à Sambava

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 28 NOVEMBRE 2020

Renforcer l'accompagnement des opérateurs. C'est en ce sens qu'une deuxième agence de la Bni Madagascar a été implantée dans la ville de Sambava. Selon les responsables de la banque, cette deuxième agence de la ville va permettre à la BNI de mieux connecter la population locale aux circuits financiers et garantir leur accès durable à des services financiers

adéquats. Elle va aussi accompagner les professionnels et les entreprises œuvrant dans la filière vanille dans la région Sava pour le développement de leurs projets. La place prépondérante de la vanille, première source de devises pour Madagascar, dans cette région à forte potentialité est de notoriété publique. Cette implantation de BNI Madagascar à Sambava dans le quartier

de Vavasaha permet de sécuriser les opérations financières des particuliers, des professionnels et des entreprises locales avec des offres bancaires de « mobile banking » les plus innovantes. L'agence de Sambava répond en tout cas aux normes de BNI Madagascar et dispose d'un guichet automatique de banque pour les détenteurs de cartes BNI.

# Loi de finances initiale 2021 – Les secteurs sociaux peu considérés

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 30 NOVEMBRE 2020

*Alors que la pauvreté atteint 74% de la population, la hausse exorbitante du budget pour deux ministères sont inappropriés pour la société civile.*

La société civile est toujours la première à réagir sur le projet de Loi de finances. Celui portant le numéro 016/2020 portant Loi de finances 2021 a été adopté vendredi par quatre vingt dix sept députés sur les cent cinquante et un que compte l'Assemblée nationale. Les députés de l'opposition parlent d'une « infantilisation » de la population en adoptant le projet en seulement deux heures, sur une base de lecture de dix jours, et sans concertation budgétaire. La société civile critique, quant à elle, le fond. « Nous soulevons des priorités incompréhensibles dans cette conjoncture post-Covid-19. Le gouvernement a choisi d'avantager des ministères non prioritaires tels que le ministère de la Jeunesse et des sports, qui bénéficie d'une hausse de + 150,8% de son budget 2020. Le budget en investissement interne de ce ministère s'élève à 128,9 milliards ariary. Le ministère des Postes, des télécommunications et du développement numérique bénéficie d'une hausse exceptionnelle de 998,5% » ont indiqué, samedi, des représentants de la société civile. Le budget du ministère de la Jeunesse et des sports passe, en effet, de 71,65 milliards ariary dans la loi de finances 2020 à 159,86 milliards dans celle de 2021. Celui du ministère en charge des Postes, des télécommunications et du développement numérique voit ses financements externes passer de 3,63 milliards ariary à 39,84 milliards ariary dans la loi de finances initiale 2021.

Le mouvement Rohy de la société civile fait remarquer que l'augmentation est minime pour le budget des secteurs sociaux. Le budget alloué au ministère de la Jeunesse et des sports représente 90% du budget en investissements du ministère de l'Éducation nationale et 57% de plus que celui du ministère de la Santé publique. « Le budget de fonctionnement de la Santé a été frappé d'une diminution de 10%. Les effectifs du personnel de la Santé sont prévus à la baisse alors que le gouvernement a attribué 9342 nouveaux postes budgétaires », révèlent encore les interlocuteurs.

**Croissance.** Dans l'exposé des motifs portant, le projet de loi parle de la redynamisation des constructions de nouvelles infrastructures initiées depuis 2019 dans les domaines sociaux, établissements scolaires, centres de santé et complexes sportifs. Ainsi, le



Les représentants du mouvement Rohy dénoncent la non-considération des secteurs sociaux.

budget ne sera pas le même pour le secteur social et le secteur sportif. Le gouvernement maintient qu'une croissance de 4,5% sera enregistrée pour 2021. Mais les secteurs les plus touchés par la pandémie et qui contribuent aux recettes de l'État, à savoir le Tourisme, et les industries extractives ne bénéficient pas de mesures d'accompagnement conséquentes même si des mesures fiscales incitatives sont annoncées. Le tourisme a connu une chute vertigineuse de -79,4% et les industries extractives de - 53,2% à cause de la pandémie. « Afin d'augmenter le pouvoir d'achat et de relancer la consommation, la déductibilité de la TVA sur les achats de carburants des groupes électrogènes utilisés dans les hôtels et restaurants se trouvant dans des zones non desservies par l'électricité, est prévue. » C'est la seule mesure constatée se rapportant au Tourisme. Le taux de pauvreté est de 72%, mais l'État compte faire un bond allant de -3,2% de croissance en 2020 à 4,5% l'année prochaine.

« Le taux de croissance sera soutenu par le secteur primaire qui connaîtra une croissance de 3,6%, 10% pour le secteur secondaire et 4,1% pour le tertiaire. Le textile, l'énergie et les BTP contribueront à cette croissance », soutient le document.

Quelques nouveautés sont néanmoins constatées dans le projet de loi, telles que le renforcement du rôle des gouvernorats et des moyens d'interventions alloués aux districts

et aux communes. Un nouveau programme d'appui au développement communal inclusif et de décentralisation sera financé à hauteur de neuf milliards ariary. Pour l'économie, un assainissement sur l'exploitation et l'exportation d'or est prévu. Le secteur énergétique tiendra compte des investissements étrangers, notamment pour l'appui à la participation de l'État au projet Sahofika, qui s'élèvera à près de 286 milliards ariary. La Jirama sera encore soutenue par l'État. De nouveaux projets d'émergence sont budgétisés à 20 milliards ariary.

Des actions en faveur du Sud, en particulier, figurent dans le projet de loi. Un projet de soutien à des moyens de subsistance résilients dans le Sud bénéficiera de 19 milliards d'ariary. La Sécurité aura une meilleure considération avec la mise en place d'une salle de crise pour la gestion de la sécurité qui n'a pas eu de budget depuis 2014. En programme d'investissement public, avec l'appui au pilotage de la réforme du secteur sécuritaire et le renforcement de capacité du Secrétariat permanent à la Défense et à la sécurité nationale, quinze milliards d'ariary seront consacrés. Les recettes prévoient la rentrée d'une somme de 7960 milliards en 2021 si 6942 milliards en 2020 avec un déficit public de 5,5% du PIB. Les dépenses s'élèveront à 11161,4 milliards, les dépenses en PIP sont estimées à 5495,5 milliards représentant 9,4% du PIB.

## EDBM : Un « business forum régional »

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 30 NOVEMBRE 2020

*Mettre en avant les potentialités économiques de la région Atsimo Andrefana et promouvoir les projets d'investissements agro-industriels. Ce sont parmi les objectifs du «business forum régional » qui se tiendra à Toliara. Cet évènement économique est organisé par l'EDBM, en collaboration avec les ministères sectoriels.*

Une grande première. Un «business forum régional » se tiendra à partir de demain à Toliara, avec comme thème «Emergence régionale : promouvoir les chaînes de valeur prioritaires et l'industrialisation ». A titre de rappel, le programme présidentiel vise à rattraper en cinq ans le retard de développement accumulé. Les treize principaux points du Programme d'Emergence de Madagascar (PEM) convergent vers la transformation des investissements en leviers de développement. Le « business forum régional » s'inscrit dans cette ligne du PEM et des velirano n°7 (industrialisation de Madagascar) et n°9 (autosuffisance alimentaire). L'organisation de ce forum répond également à la mission de l'Economic Development Board of Madagascar EDBM : concevoir et mettre en œuvre, en concertation avec le gouvernement et le secteur privé, la stratégie nationale en matière d'accroissement des investissements privés nationaux et étrangers afin d'accélérer le développement économique de Madagascar.

Placé sous le signe du développement régional, ce forum réunira les décideurs du secteur public, les opérateurs du secteur privé local, les investisseurs, et les partenaires techniques et financiers afin d'identifier les projets et opportunités d'investissements. Il s'agira d'explorer des pistes de partenariats, de dégager des solutions aux problématiques locales pouvant freiner les investissements, de canaliser les financements...

La région Atsimo Andrefana a été choisie par l'EDBM, le



ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (MICA) et le ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, pour lancer la série de business forums régionaux. Cela est dû aux nombreux projets de développement et d'investissements qui s'y trouvent. C'est le cas du Projet d'aménagement de corridors et de facilitation du commerce (PACFC), du Projet d'appui à la zone de transformation agro-industrielle du sud-ouest de Madagascar (PATASO) ainsi que du Projet pôles intégrés de croissance et corridors (PIC2).

Ce business forum dans l'Atsimo Andrefana se résumera à trois jours d'exposition, deux jours de dialogue public-privé (DPP), des ateliers et une dizaine de panels de discussions avec plus de 25 experts et intervenants. Le DPP sera axé sur «L'industrialisation de la région Atsimo Andrefana, cas des filières maïs/grains secs et riz ». Le business forum sera réédité dans d'autres régions.

## Kraoma: des échauffourées ont éclaté à Brieville

ARH | LES NOUVELLES | 30 NOVEMBRE 2020

*La tension monte d'un cran à Brieville Andriamena, chez Kraomita Malagasy (Kraoma). Les employés tentent depuis quelques jours de bloquer des poids lourds de la société APC chargés de transporter le chrome produit à Brieville vers Toamasina. Les militaires sont intervenus hier à coups de gaz lacrymogène pour disperser les employés manifestants. Bilan : 6 blessés.*

Onze mois aujourd'hui que les employés de la Kraoma ont chômé, 11 mois également qu'ils n'ont pas perçu leurs salaires. Et hier encore, la tension est montée d'un cran à Brieville. Ces employés accompagnés de leurs amis et familles, ont dressé des barricades pour empêcher les camions de la société APC Drilling transportant de chrome de sortir de la mine tout en réclamant leurs émoluments.

«A la base, la société APC Drilling est un simple prestataire de notre société. Elle avait pour mission d'assurer les sondages et forages pour le compte de Kraoma, pour se voir acquérir, plus tard, des permis minières dans la zone chromifère d'Andriamena. Cette société est devenue au fil du temps, une société de transport et un sous-traitant de Kraoma S.A., transportant des minerais venant directement des mines. En parallèle, Kraoma est encore en suspension d'activités. D'où notre contestation», a déclaré un des représentants des employés de Kraoma



souhaitant garder l'anonymat.

L'ensemble des employés de Kraoma estiment que «APC n'est pas en droit de maintenir ses activités si la société qui l'emploie, elle-même, est en déclin et en suspension d'activités depuis plus d'un an».

### Un semblant de calme

Après plusieurs jours, la manifestation a été délogée par les forces de l'ordre. Des échauffourées ont éclaté faisant trois blessés, selon le commandant de brigade de la gendarmerie locale dont les éléments ont dû intervenir à coup de gaz lacrymogène pour dissiper les manifestants.

Après concertations, les employés ont finalement laissé passer les neuf camions d'ACP avec leurs chargements de chrome, sans pour autant renoncer à leurs revendications, notamment le paiement de leurs salaires. Les forces de l'ordre continuent malgré tout de mettre en place les dispositifs de maintien de l'ordre dans la mine et ses environs.

Pour rappel, Kraoma se trouve actuellement dans l'impasse, notamment depuis le départ de la société russe Ferrum Mining qui n'a jusque-là pu finaliser son partenariat avec la société malagasy et qui s'est même retirée du paysage extractif de la Grand île. Pourtant, comme l'estime les employés, Kraoma à elle seule peut être un levier de l'économie et du développement, étant donné qu'elle dispose à son actif de quatre sites en l'occurrence, Bemanevika, Anempitra, Andriamena et Befandriana dont les réserves sont estimées à des dizaines de millions de tonnes.

# « Gala des entreprises - Trophées 2020 » - La STAR et ACEP Madagascar raflent les prix

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 30 NOVEMBRE 2020

« Une reconnaissance des efforts fournis par les entreprises pour l'exemplarité des réussites malagasy ». C'est dans cet état d'esprit que le « Gala des entreprises - Trophées » 2020 a été organisé vendredi dernier au Carlton, Anosy par Gasy Events, en collaboration avec le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, sur le thème de l'Innovation et de la Résilience. « Cette année, tous les secteurs d'activité économique ont subi de plein fouet les impacts de la pandémie de coronavirus. L'économie du pays a fait face à un ralentissement général des activités, avec des conséquences financières et sociales d'une gravité sans précédent. Toutefois, chaque entreprise a répondu à cette crise, et cela à travers de multiples manières. Plusieurs sociétés ont donc pu absorber les chocs résultant de cette crise. Et cette capacité de résilience exemplaire mérite d'être partagée et remarquée, d'où tout l'intérêt de ce gala qui célèbre aujourd'hui la résilience des opérateurs », a soutenu Lantsoa Rakotomalala, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat pour cette occasion. « Certaines entreprises ont en effet réussi à transformer les problèmes générés par cette crise en opportunité. Le télé-travail en est l'exemple même », a rajouté Thierry Rajaona, président du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM). Dans cet esprit de célébration, cinq prix ont été décernés aux entreprises « résilientes ». Sur les cinq prix, la STAR et ACEP Madagascar ont respectivement



remporté deux trophées chacun. La STAR a obtenu le « Prix Vert » pour sa sensibilité et son esprit d'innovation face aux questions de développement durable et le « Prix consommateur ». « Si nous avons été récompensés aujourd'hui, c'est grâce à nos clients, même face à cette situation complexe vécue par Madagascar. Nous leur dédions ainsi ces deux prix », ont déclaré les responsables au sein de la STAR. Quant à ACEP Madagascar, il a reçu quant à lui le « Prix finances » pour avoir fait preuve d'initiative dans le domaine de la finance pour faire face à la conjoncture sanitaire ainsi que le « Prix communication », vu que cette institution financière a su consolider son image de marque tout au long de

l'année. Le dernier trophée, le « Prix produit » est revenu à ENELEC, une filiale du groupe FILATEX - très active dans le domaine de la promotion des énergies renouvelables dans les différentes Régions du pays. Le ministère a également remis des trophées spéciaux à d'autres entreprises, à savoir Easylink, Floribis, Droguemad et le Groupe Sipromad. La valorisation des initiatives prises par les entreprises est surtout un moyen de les encourager dans la poursuite de leurs actions, mais aussi d'inspirer les autres à en faire de même. Pour que le secteur privé malagasy devienne plus fort et plus résistant, les opérateurs devront développer davantage l'esprit d'innovation.

## Gemmologie et lapidairerie: viser le label made in Madagascar

ARH | LES NOUVELLES | 30 NOVEMBRE 2020

Les gemmes procurent plus de valeur ajoutée une fois transformés. D'où les filières de la gemmologie et de lapidairerie au sein de l'Institut de gemmologie de Madagascar (IGM) sous tutelle du ministère des Mines et des ressources stratégiques. Dans cette optique, le ministère cherche à minimiser les exportations à l'état brut des gemmes et pierres précieuses de Madagascar, comme l'a indiqué le ministre Fidiniavo Ravokatra, lors de la journée de l'IGM organisée samedi en son siège à Andraisoro. En effet, Madagascar figure parmi les trois premiers fournisseurs de pierres gemmes, en particulier le saphir et le rubis, sur le marché mondial, selon l'IGM. «Le défi qui attend l'IGM et le ministère consiste à obtenir un label made in Madagascar sur le marché international des gemmes. Mais surtout, le ministère projette aussi la mise en place d'un atelier communautaire de lapidairerie à Antsirabe pour permettre aux artisans de renforcer leur savoir-faire en matière de transformation et de traitement des pierres», a ajouté le ministre. Les petits exploitants comme à Ilakaka et Sakaraha



disposent déjà d'un centre de formation, pour permettre le renforcement de leur savoir-faire en la matière. Certes, cela ne concerne pas encore Madagascar mais l'idée c'est aussi de créer des emplois et de valeur ajoutée. Depuis son existence en 2004, l'IGM a jusque-là procédé à l'identification de plus de 15.000 gemmes, effectué 900 envois et formé 4.500 apprenants.

# Suspension de Base Toliara : La population bénéficiaire du projet crie famine

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 30 NOVEMBRE 2020

*Les autorités feront-elles l'impasse sur un investissement de 560 millions de dollars et ses retombées sociales et économiques ? La question continue de se poser après une année de suspension des activités de Base Toliara par le gouvernement.*

La cinquantaine, et mère de 9 enfants, M.N se désole de la suspension du projet d'extraction de sables minéralisés pour la production d'ilménite, de zircon et de rutile de Base Toliara. Loin des querelles et des conflits d'intérêts qui tournent autour de cette suspension qui nourrit la polémique depuis un an, elle n'a qu'une seule chose en tête : Que Base Toliara reprenne le plus rapidement possible car sa famille qui habite Ranobe, à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Toliara et où est implanté le site d'extraction, crie famine.

**Actions sociales.** « Depuis la suspension du projet, rien n'est plus comme avant », regrette-t-elle en expliquant que les habitants de son fokontany ont perdu beaucoup d'avantages qu'ils avaient obtenus à travers les actions sociales menées par le projet. « Pendant que le projet était encore opérationnel, j'étais parmi le groupe de femmes qui exploitaient la pépinière mise en place avec la collaboration de Base Toliara à laquelle, nous avons vendu des plants ». Grâce, en effet, à ce projet de pépinière villageoise, les mères de famille de Ranobe avaient reçu des formations et étaient dotées de matériels pour la production de plants, notamment de baobab et de "kily". Des plants que Base Toliara rachète à raison de 1.000 ariary l'unité. Par ailleurs, des fils de M.N ont bénéficié des retombées du projet à travers des emplois. « Notre seul souhait c'est la reprise des activités de Base Toliara », conclut-elle avant de retourner dans sa case et voir comment elle va faire pour nourrir sa famille. Tout comme M.N, la grande majorité des habitants de Ranobe militent pour cette reprise de Base Toliara. Davida, le Chef Fokontany montre le château d'eau construit par Base Toliara mais inachevé à cause de la suspension du projet. Et pourtant, il s'agit d'une infrastructure qui aurait permis d'approvisionner non seulement la population en eau potable, mais également les bétails et même l'irrigation. Base Toliara avait également d'autres projets sociaux comme la construction d'une école et d'un hôpital mais qui sont également suspendus. Dans les communes concernées par le projet, la question des déplacements des tombeaux pose également des problèmes. En collaboration avec Base Toliara, des tombeaux ont été effectivement construits, mais là encore

l'initiative n'a pas abouti à 100%, toujours à cause de la suspension du projet. C'est encore le cas à Ranobe où deux personnes ont été enterrées dans des tombeaux provisoires. Sur ce point, d'ailleurs, la population locale ne manque pas d'attribuer les récents décès survenus dans les environs à la non pratique des cultes ancestraux liés aux enterrements et qui nécessitent justement des tombeaux dignes. « Si le projet reprend, le déplacement des dépouilles figurera parmi nos priorités », reconnaît la population de Ranobe.

**Adversaires actifs.** Maire de la Commune rurale d'Ankilimalinika, M. Longin estime pour sa part que c'est la désinformation totale qui provoque la zizanie dans cette histoire. Il pointe notamment du doigt l'artiste Théo Rakotovoao, l'un des adversaires très actifs de Base Toliara. « Il n'est pas aussi populaire qu'il le croit, sinon pourquoi n'a-t-il eu qu'une poignée de voix à Tsianisiha lors des élections des députés à Toliara II ». Ce que ce maire déplore, c'est surtout la résurgence de l'insécurité depuis la suspension des activités de Base Toliara. « Faute d'occupation, les jeunes deviennent oisifs et s'adonnent à des délits », déclare-t-il en lançant un appel à l'Etat pour une reprise de Base Toliara, un projet qui vaut aussi son pesant d'or en matière de recettes fiscales communales, régionales et nationales. En effet, avant la suspension des activités, Base Toliara participait à hauteur de 36% des recettes de la Direction régionale des impôts. Une potentielle source de richesses et de développement en somme

**Manœuvres anti-Base.** Et pourtant, une année après sa suspension, l'avenir du projet Base Toliara est encore incertain. Cette suspension, rappelons-le, a été décidée par le gouvernement pour de soi-disant troubles sociaux susceptibles de provoquer des divisions auprès des communautés. Une situation minée par l'intervention de politiciens et d'élus tuléarois, qui ont visiblement des intérêts à protéger pour en arriver à utiliser des médias acquis à leur cause pour défendre l'arrêt définitif du projet. Sur place, on parle même de distribution d'argent pour rameuter des partisans de l'abandon du projet qu'ils taxent de « destructeurs de l'environnement ». Les manœuvres perpétrées par des politiciens « anti-Base » commencent en



tout cas à inquiéter des observateurs qui se demandent quels sont les intérêts en jeu pour que l'on en arrive à bloquer un projet de cette envergure dont la région Sud-Ouest a besoin. Pour cet opérateur économique établi à Toliara depuis 25 ans, le raisonnement est simple. « On a une richesse que l'Etat malgache ne peut pas lui-même exploiter et il n'y a aucune raison à ce qu'une grande compagnie minière s'en charge », annonce-t-il en faisant toutefois remarquer que tout est question de bon sens afin que l'Etat malgache et surtout la population puissent tirer convenablement profit du projet. « Les richesses sont là, nous n'avons pas les moyens et les connaissances pour les extraire, malheureusement, jusqu'à présent, les conditions d'exploitation restent problématiques et on n'avance plus surtout depuis la suspension du projet. Alors pourquoi l'Etat et Base Toliara ne s'organisent pas pour trouver la meilleure option », ajoute-t-il. Non sans poser l'autre problématique de la sécurité des investissements à Madagascar. « Ce genre d'histoire qui fait le tour du monde ne fait que dissuader les potentiels investisseurs à venir à Madagascar ». Et d'ajouter que « la sécurisation des investissements sera toujours un vain mot si on change tout le temps de conditions d'exploitation et de réglementations ».

Un Forum pour le développement de la région Atsimo-Andrefana se tiendra à partir de demain à Toliara. Base Toliara figure parmi les invités à cette grande réunion mais étant interdite de communiquer, la compagnie ne pourra probablement pas se prononcer. Il reste à savoir si l'on pourra faire dans un tel événement sur un projet d'investissement de 560 millions de dollars avec à la clé 4.000 emplois directs et indirects, 43 millions de dollars d'impôts lors de la phase d'installation des infrastructures et 35 millions de dollars par an de ristournes.

# Commerce numérique Gil Razafintsalama : L'environnement n'est pas totalement sécurisé

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 30 NOVEMBRE 2020

Vendre et /ou acheter sur Facebook en utilisant le mobile banking pour les transactions est désormais courant à Madagascar. « Depuis le confinement, l'utilisation du numérique a évolué au niveau des petites et moyennes entreprises et industries (PME /PMI) ou encore des très petites et micro-entreprises (TPME). Etant donné qu'on ne pouvait pas trop se déplacer, les entreprises ont cherché des moyens pour se fournir mais aussi pour vendre auprès de la clientèle », indique Gil Razafintsalama, PCA de l'Ecole Supérieure des Technologies de l'Information (ESTI).

Selon ses dires, les entreprises œuvrant dans la technologie financière Fintech



ont été les plus dynamiques durant le confinement. «C'est la combinaison des Fintech et des réseaux sociaux qui fait l'environnement du commerce en ligne aujourd'hui. Néanmoins, ce n'est pas un environnement totalement sécurisé puisque les lois de protection ne sont pas tout à fait terminées. Nous avons

des lois qui concernent la protection des données personnelles d'une part et les transactions d'autre part, mais les décrets doivent être promulgués.» Cela permettra notamment de mettre en place la Commission Malagasy de l'Informatique et des Libertés (CMIL) pour que les utilisateurs soient en sécurité dans leur transaction. Il s'agit d'une autorité indépendante de protection des données à caractère personnel. Elle est chargée de veiller à ce que les traitements de ces dossiers soient mis en œuvre conformément à la législation en vigueur. Elle dispose ainsi d'un pouvoir de réglementation et de sanction.

## Secteur halieutique – Les accords de pêche avec l'UE au point mort

HARLALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 1 DÉCEMBRE 2020

*L'accord de pêche entre l'Union européenne et Madagascar est toujours au point mort. La décision revient au gouvernement.*

Décision en haut lieu. Ce ne sera plus désormais au niveau du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche que les accords de pêche de grande envergure se décideront. Notamment pour le cas de l'accord entre l'Union européenne et Madagascar. Cette annonce a été effectuée par le directeur général de la pêche, hier à Ampandrianomby, en marge de la présentation du bilan des années de collecte entre 2018 et 2020.

En effet, expirée depuis décembre 2018, la licence d'exploitation de pêche dans les eaux malgaches n'est pas encore accordée aux bateaux européens. Depuis, les négociations stagnent et peinent à gravir le chemin vers la reprise. « Les négociations sont, pour le moment, en situation de stand by. La décision pour une éventuelle reprise se fait à présent au niveau même du gouvernement. Ce dernier définira alors les points à améliorer sur l'accord de pêche global par rapport aux anciens accords de manière à ce que les avantages des accords impactent positivement les intérêts de l'État. Une fois la décision prise en haut lieu, le ministère de la Pêche se chargera des points techniques dans la réalisation de ces mêmes accords » explique Etienne Bemanaja, directeur général de la Pêche et de l'aquaculture au sein du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche.

### Transparence

Parmi les points de négociation, l'augmentation des redevances et des compensations financières sont envisagées. Le système déclaratif utilisé auparavant devrait aussi être modifié de façon à ce que les bateaux de pêche européens procèdent directement au débarquement des produits avant de les exporter. « Auparavant, les bateaux pêchaient en haute mer et ne faisaient que déclarer le tonnage sur papier aux autorités malgaches. Il est difficile dans ce cas d'assurer une totale transparence dans les procédures. Avec le système de débarquement des poissons sur la grande île avant les envois en exportation, le contrôle en termes de qualité et de quantité s'améliorera nettement » ajoute le directeur général



Etienne Bemanaja rassure sur la performance du secteur durant les trois dernières années.

de la Pêche et de l'aquaculture.

Le dernier accord autorisait quarante thoniers et cinquante-quatre palangriers à pêcher à vingt mille marins des côtes malgaches. Quelque six millions cent mille euros de redevances ont été versées à l'État malgache durant l'exercice 2015- 2018. Durant l'année 2019, les deux camps ne sont donc arrivés à aucun point d'entente. Une augmentation de 20% par rapport au précédent accord. Cependant, des scepticismes persistent dans l'autre camp, notamment, sur la question des redevances.

En parallèle, à ce responsable de rassurer l'opinion par rapport à la stabilité du secteur halieutique durant ces trois dernière année à travers la comparaison des recettes apportés par la filière dans les caisses de l'État. Si en 2018, la recette apportée par les opérateurs en saison de collecte affichait un milliard deux cent millions d'ariary, en 2019 cette somme a augmenté à un milliard trois cent soixante millions d'ariary pour atteindre cette année un pic d'un peu plus de un milliard cinq cent trente millions d'ariary.

## Secteur minier : Nombreuses communes ne bénéficient pas de ristourne

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 1 DÉCEMBRE 2020

*Des projets d'exploitation minière sont mis en œuvre dans des communes rurales, notamment dans des zones plus reculées.*

Cependant, nombreuses sont les communes qui ne bénéficient ni de ristournes ni de retombées socio-économiques de ces projets à cause de la méconnaissance des lois régissant le secteur minier et le développement des exploitations minières illicites. Raison pour laquelle, le ministère des Mines et des Ressources Stratégiques a organisé un atelier de consultations publiques concernant la révision du code minier, qui s'est tenu la semaine dernière dans le district d'Anjozorobe. En effet, celui-ci a une forte potentialité en matière de ressources minérales.

**Code minier à réviser.** Dans le cadre de cet atelier, le maire de la commune rurale de Marotsipohy, en la personne de Holland Rajaonarivelo, a soulevé qu'il ignore les droits et obligations de sa collectivité territoriale alors que le site d'Ankaraoka est réputé pour les exploitations minières. Il en est de même pour Onja Ignace Misaharivony, le maire de la commune rurale d'Ambohibary Vohilena. « Nous ne percevons pas encore de ristournes et de redevances minières servant à développer notre commune », a-t-elle ajouté. Il est à noter

que des maires et des membres des Conseils municipaux des 19 communes localisées dans le district d'Anjozorobe ainsi que des représentants des services déconcentrés locaux, ont participé activement à cet atelier. A cette occasion, le ministre de tutelle, Fidiniavo Ravokatra, a réitéré que le code minier doit être révisé étant donné que certains dispositifs qui y sont inscrits, ne sont plus conformes au contexte actuel. « Cet atelier de consultations publiques a permis de recueillir les propositions des acteurs locaux pour améliorer le cadre législatif par le comité technique se chargeant de la rédaction et de l'amélioration du code minier. Entre-temps, c'était également une occasion d'identifier les problèmes rencontrés par ces différents acteurs locaux sur place », a-t-il enchaîné.

**Rôle important.** Il faut savoir que les collectivités territoriales décentralisées jouent un rôle important dans l'amélioration de la gouvernance du secteur minier. Toujours dans le cadre de cet atelier, de nombreuses thématiques ont été présentées aux participants. On peut citer, entre autres, les ristournes



Les représentants des collectivités territoriales décentralisées, lors de l'atelier organisé par le ministère de tutelle à Anjozorobe.

et les redevances minières que les communes peuvent percevoir, le développement du secteur de la petite mine, la délivrance des autorisations d'exploiter et les dispositions réglementaires régissant les activités aurifères ainsi que la coordination entre l'exploitation minière et le foncier ou l'environnement. Par ailleurs, le ministre de tutelle a soulevé que la lutte contre les exploitations minières illicites se poursuit. Le but est d'avoir plus de retombées économiques positives de l'exploitation du secteur extractif.

## Redressement d'Air Madagascar - « Elaborer un business plan est plus difficile qu'il n'y paraît » dit le ministre des Transports

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 1 DÉCEMBRE 2020

La présentation du nouveau business plan d'Air Madagascar a pris beaucoup de retard. Le président du Conseil d'administration de la compagnie aérienne malagasy, Mamy Rakotondrainibe, a annoncé que le nouveau plan de redressement serait finalisé à la fin du mois de septembre dernier, mais il n'en est rien. Cela fera donc aujourd'hui deux mois de retard. « Nous sommes conscients du retard que cela a pris par rapport aux projections annoncées. Mais l'élaboration d'un business plan est plus difficile qu'il n'y paraît. Nous avons même dû demander l'assistance d'experts internationaux dans le domaine de l'aviation afin d'élaborer un plan de redressement réellement viable, crédible mais plus particulièrement réalisable. Nous n'avons plus droit à l'erreur.

Ceci représente le plan de redressement de la dernière chance, donc il vaut mieux avoir du retard que tout faire à la va-vite, et au final faire n'importe quoi », a expliqué Joël Randriamandranto, ministre des Transports, du Tourisme et



de la Météorologie, vendredi dernier, dans les locaux du ministère à Anosy, lors de sa rencontre périodique avec la presse.

Pour le ministre, il ne faut donc brûler aucune étape dans le redressement d'Air Madagascar. Après le retrait d'Air Austral, la compagnie a déjà procédé à la mise en place du Conseil d'administration. Après la présentation du business plan, Air Madagascar procédera au choix de la Direction générale qui sera chargée d'exécuter le plan de redressement.

« Dans cette démarche de redressement de la compagnie, certaines étapes

prennent plus de temps que d'autres, comme l'élaboration du business plan. Il ne faut pas oublier que tout le redressement d'Air Madagascar repose sur ce plan. Il permettra de définir toutes les actions qui suivront comme la gestion des arriérés de la compagnie, la spécificité de la flotte ou encore le besoin ou non d'un nouveau partenaire. En tout cas, il devrait sortir d'ici peu, surtout après toutes les révisions faites au cours des derniers mois. Mais il faudra encore attendre la validation venant de toutes les autorités concernées », rajoute le ministre.

Toutefois, le PCA d'Air Madagascar a déjà annoncé que « le business plan devrait être finalisé au plus tard en ce début du mois ». Il a notamment dévoilé quelques points essentiels composant le plan de redressement de la compagnie comme le renforcement de la flotte, la digitalisation des services et de l'administration ou encore le renforcement de la synergie avec sa filiale domestique Tsaradia. La présentation du plan d'affaires est donc attendue d'ici peu.

# Ndao Hanavao : Un concept innovant pour le recyclage du plastique appuyé par Rubis Mécénat et Vitogaz

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 1 DÉCEMBRE 2020

*Une exposition collective sur le concept Ndao Hanavao se tiendra du 4 décembre au 10 janvier à l'Institut Français de Madagascar (IFM) Analakely. Elle relatara autour d'un ensemble d'œuvres et d'objets de design, l'histoire de Ndao Hanavao, une aventure collective devenue réalité sur les étapes d'une pratique de recyclage du plastique.*

Ils s'appellent Modeste, Francky, Alopha, Sandra... Ils sont âgés de 17 à 20 ans et sont issus des quartiers défavorisés. Mais ce qui les distingue des autres c'est que ce sont des opérateurs économiques en herbes déterminés à réussir dans l'aventure qu'ils mènent dans Ndao Hanavao (Allons innover) le laboratoire d'innovation et de création pour le design social initié à Antananarivo avec l'appui de Rubis Mécénat et Vitogaz Madagascar.

## Procédé innovant.

Présentés, hier, lors d'une conférence de presse organisée par l'Institut Français de Madagascar (IFM) et Vitogaz Madagascar, ces jeunes encadrés par Ndao Hanavao sont en train de monter une petite unité de transformation de déchets plastiques en laine souple. L'histoire commence en 2018 quand les designers de Polyfloss Factory développent avec le laboratoire Ndao Hanavao le concept de leur machine dénommée Polyfloss avec ces jeunes Malgaches en formation professionnelle et d'une équipe locale afin de mettre en place d'une manière pérenne un atelier d'incubation, d'expérimentation et de formation, destiné à la transformation

des déchets plastiques. Polyfloss Factory est en effet un procédé innovant de recyclage du plastique qui s'inspire de la barbe à papa et permet de produire une laine souple qui peut être réutilisée de différentes manières comme isolant thermique, emballages, objets de design et même pour créer du textile. « Dans ce projet, nous utilisons principalement des tubes plastiques de médicament comme le doliprane, l'efferalgan, la vitamine... », explique Carine Ratovonarivo Eco-designer, et coordinatrice du projet Ndao Hanavao. Elle a notamment loué les compétences des jeunes malgaches dans la réalisation de ce projet. A leur actif, ils ont déjà réalisé la laine de rembourrage de la veste de travail de Vitogaz. Un produit qui séduit Olivier Gasbarian, l'Administrateur Général de Vitogaz qui se réjouit, par ailleurs de l'attention particulière apportée au concept environnemental de ce projet. « Ndao Hanavao est un projet qui allie les aspects social, environnemental et économique », a-t-il notamment déclaré.

**Valeurs.** En effet, la promotion des jeunes défavorisés, la protection de



l'environnement et le développement économique sont les principaux axes du projet. D'ailleurs, c'est cet aspect relatif à la protection de l'environnement qui motive l'intervention de Vitogaz dans ce projet. « L'engagement pour l'environnement est une des valeurs de Vitogaz qui fait sien la lutte contre la déforestation », ajoute Olivier Gasbarian, en précisant que le gaz est une des alternatives efficaces à l'utilisation du charbon de bois. L'exposition collective qui se tiendra du 4 décembre au 10 janvier à l'IFM Analakely aura le mérite de dévoiler au public les étapes de ce processus étonnant et novateur de Ndao Hanavao. Elle racontera l'ambition d'un avenir aux modes de vie plus écologiques et solidaires. Un événement à ne pas rater.

## Taxe sur le marché public - Les prestataires également touchés

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 1 DÉCEMBRE 2020

Extension. La Direction générale des Impôts (DGI) a élargi les personnes assujetties à la Taxe sur le marché public (TMP) dans le projet de loi de Finances initiales (LFI) 2021. Dorénavant, les prestataires sont également frappés de la taxe de 8 % retenue à la source. « Toute personne ou organisme, titulaire ou bénéficiaire d'un marché public, résident ou non, quel que soit son chiffre d'affaires, est assujetti à cette taxe. Sont également assujettis à la taxe, les sous-traitants de premier niveau du titulaire de marché, résidents ou non. Cela permet de rapporter près de 1,14 milliard d'ariary dans la caisse de l'Etat. Quant au champ d'application, celui se limitait uniquement à tout marché public et assimilés. Le budget prévisionnel de l'Etat a ainsi apporté une précision sur ce point et a élargi le domaine pour toute utilisation du fonds public. « Désormais donc, la Taxe sur le marché public s'applique à toute utilisation de fonds publics, quelles que soient leurs origines, notamment les ressources propres internes, emprunts, subventions reçues, dons en numéraire, dans le cadre des achats de biens et services ainsi que des travaux au profit des personnes publiques ou non. Par ailleurs, la TMP est également appliquée sur tous les marchés passés en application des accords de financement ou de traités internationaux, sous réserve de l'application des procédures



spécifiques résultant des dispositions prévues par lesdits accords ou traités internationaux », note la LFI.

Pour rappel, le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) a lutté pour la suppression de cette taxe cette année sous prétexte que sa manipulation s'avère compliquée du point de vue comptable. Le directeur général des Impôts, Germain, a pour sa part expliqué que la mise en vigueur de la TMP permet à l'Etat de bénéficier ce qui lui va de droit. « Certaines entreprises disparaissent à la fin de l'exécution du marché public, sans s'acquitter de leur impôt », explique-t-il.

## Air Madagascar – La compagnie redéploie ses ailes le temps des fêtes

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 2 DÉCEMBRE 2020

Si le contrôle des frontières reste une compétence de chaque État, Madagascar s'efforce de se coordonner le plus possible sur la question des voyageurs à autoriser sur son sol. A cet effet, le gouvernement vient d'autoriser la compagnie nationale à effectuer des vols de rapatriement « à titre impérieux » pour la période des fêtes. « Des vols spéciaux seront organisés en conformité avec les restrictions nationales et internationales imposées dans la gestion de la pandémie » annoncent les responsables de la compagnie Air Madagascar.

Ainsi, entre le 12 décembre prochain et le 19 janvier de l'année prochaine, un peu plus d'une dizaine de vols aller-retour seront programmés par la compagnie nationale en direction directe vers Paris ou encore via le hub d'Addis-Abeba. « Ces vols sont susceptibles



de changement selon l'évolution de la situation de gestion de la crise tandis que les tarifs ne sont pas encore connus à l'avance », nous confie un responsable au sein de la compagnie. Les voyages non essentiels vers ces destinations sont interdits depuis la mi-mars. Cette

mesure doit être levée progressivement, en privilégiant les visiteurs venus des pays où la situation épidémiologique est similaire ou meilleure que celle du pays d'accueil. Un signe de réouverture graduel.

## Haro sur les spéculations: place au «Hetsika vidin'entana»

ARH | LES NOUVELLES | 2 DÉCEMBRE 2020

Lancement du «Hetsika vidin'entana» hier, entrepris par le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (Mica). Dans cette opération, il s'agit de lutter contre les spéculations et les hausses de prix abusives et pour protéger les consommateurs.

«Hetsika vidin'entana» est effectivement menée au niveau des différents marchés et auprès des détaillants en collaboration avec la commune urbaine d'Antananarivo et celles périphériques (Avaradrano, Atsimondrano, Ambohidratrimo). L'opération s'étalera jusqu'à la fin du mois de février 2021. Affichage des prix, contrôle des dates de péremption, vignette... feront l'objet de contrôles stricts. Le ministère a mis en place une ligne, le 034 30 812 34, pour permettre aux consommateurs de signaler des cas d'abus ou d'anomalie au niveau des marchés. D'autres ministères se joindront au Mica demain pour les descentes sur terrain, dans le cadre de cette opération.



## BMOI : Lancement d'un premier service de scannérisation des chèques

ARH | LES NOUVELLES | 2 DÉCEMBRE 2020

Une grande première à Madagascar. La Banque Malgache de l'Océan Indien (BMOI) a lancé un nouveau dispositif permettant de digitaliser les opérations de sa clientèle. Il s'agit notamment de BMOISCAN. « Avec lequel, les entreprises qui reçoivent de nombreux chèques en règlement de leurs prestations, pourront « scannériser » et télétransmettre directement leurs valeurs à la BMOI depuis leurs services comptables, et ce, sans se déplacer en agence », a annoncé Alain Merlot, le Directeur général de la banque, lors d'une conférence de presse hier. Et lui d'ajouter que ce premier service



« On n'a plus besoin de se déplacer en agence quand on utilise le BMOISCAN », dicit Alain Merlot, le Directeur général de la BMOI (Au centre).

de scannérisation de chèques leur permettra, en toute sécurité et rapidité,

d'avoir accès au crédit immédiat et de suivre en temps réel le sort de ces valeurs depuis son ordinateur ou son smartphone. Il faut savoir que le service est également opérationnel pour l'encaissement des traites émises en faveur des entreprises bénéficiaires de ces moyens de paiement. La BMOI a effectué un test de ce nouveau produit BMOISCAN auprès de ses clients. « Ceux-ci ont reconnu la simplicité de ce service tout en avançant qu'ils pourront tirer des bénéfices en termes de gestion de trésorerie », a conclu le Directeur général de la banque.

## Elevage – Le lait d’Antsirabe aux mains du projet « Fanoro »

HARILALAINA RAKOTIBE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 2 DÉCEMBRE 2020

Restructurer la filière lait. C’est en ce sens que le projet Fanoro a été lancé officiellement hier à Andranomanelatra. Fanoro ou « Fanatsarana ny ombivavy be ronono » vise une amélioration nette et considérable de la filière lait, tant en termes de qualité que de productivité. Fruit d’une collaboration entre les programmes nationaux d’entrepreneuriat Fihariana, Fifamanor et Socolait.

« Cet objectif sera atteint par une série d’appuis technique et financier offerte par les trois entités concernées par le projet. La partie technique sera assurée, d’un côté, par Fifamanor, branche du ministère de l’Agriculture, de l’élevage et de la pêche (MAEP), à

travers le renforcement des stations d’insémination artificielle existantes, l’équipement des techniciens et la formation des éleveurs. D’un autre côté, Socolait s’assurera de l’accompagnement des éleveurs déjà sous contrats avec la société » explique Timothée Andriamamonjariison, responsable de la chaîne de valeur du programme Fihariana.

L’expansion du projet sur les autres régions est déjà programmée dans un futur proche. Pour cette première étape, ce seront donc trois mille éleveurs indépendants et inclus dans des chaînes de valeur qui seront ciblés. Une production de six millions de litres est attendue de ces actions d’amélioration



La vision commune aux trois entités est d’appuyer l’amélioration des conditions de vie des éleveurs.

de la filière. La vision commune aux trois entités est d’appuyer l’amélioration des conditions de vie des éleveurs en assurant un approvisionnement continu de lait sur le marché national.

## Business forum : d’importants investissements prévus dans l’Atsimo Andrefana

RIANA R. | LES NOUVELLES | 2 DÉCEMBRE 2020

Investisseurs, décideurs et acteurs locaux se réunissent durant trois jours à Toliara dans le cadre du premier business forum régional. L’objectif étant de promouvoir les investissements propices dans la région Atsimo Andrefana. L’Etat entend organiser de telle rencontre dans d’autres localités pour mettre en avant leurs potentiels économiques respectifs.

Selon les précisions apportées par l’Economic Development Board of Madagascar (EDBM), la Banque africaine de développement compte investir plus de 250 millions de dollars dans la région Atsimo Andrefana à travers trois projets, dont

le plus important porte sur la construction d’un parc agro-industriel pour des usines de transformation des produits agricoles et des produits de pêche. Outre la Bad, le projet Pôle intégré de croissance (Pic) prévoit d’appuyer quelque 50.000 producteurs sur les chaînes de valeur et production durable. L’idée du business forum est en effet de rechercher de nouvelles pistes de partenariats, d’identifier les solutions aux problématiques locales pouvant freiner les investissements, tout en canalisant les financements pour les régions sur des projets de développement.

## Développement: le PEM examiné en conseil des ministres

J.P | LES NOUVELLES | 3 DÉCEMBRE 2020

*Le Plan émergence Madagascar (PEM) a fait l’objet d’un examen approfondi en conseil des ministres, hier.*

En attente. Le Plan émergence Madagascar (PEM) a été examiné hier, lors de la rencontre hebdomadaire des membres de l’Exécutif, à lavoloha. Il s’agit d’une occasion de disséquer les détails du document cadre de redressement du pays. D’après le rapport du conseil des ministres, le plan priorise, à ce titre, les objectifs chiffrés relatifs aux engagements du président de la République et de la Politique générale de l’Etat suivant l’Initiative pour l’émergence. L’objectif vise notamment un développement mesurable à court, à moyen et à long terme. A ce titre, le rapport du conseil rappelle que certains travaux inscrits dans le document ont déjà débuté.

### Guide line

Dans la présentation de l’avant-première du PEM pour la période 2019-2023, le ministère de l’Economie et des finances avait déjà signalé qu’il s’agit d’une sorte de «guide line du développement socioéconomique» du pays. L’année



dernière, en effet, le document avait fait l’objet d’un atelier de concertation avec la participation des personnalités issues du secteur privé et de l’organisation de la société civile afin de consulter toutes les parties prenantes.

Le document, pour rappel, reprend les 13 engagements du chef de l’Etat durant la campagne électorale et ses déclinaisons sur le plan social, économique, environnemental ou encore en matière de bonne

gouvernance. Dans cette optique, les membres du gouvernement doivent ainsi s’atteler à la concrétisation des ambitions présidentielles en matière de paix et sécurité, de l’énergie, la lutte contre la corruption, l’éducation et la culture, la santé, l’emploi décent, l’industrialisation, l’autosuffisance alimentaire, la gestion durable des ressources naturelles, la modernisation des villes ou encore l’autonomisation des territoires.

# Tourisme : Les opérateurs hôteliers de l'Isalo en grande difficulté

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 3 DÉCEMBRE 2020

*Situation catastrophique à Madagascar en raison de la crise sanitaire qui continue de persister dans le monde.*

Les opérateurs touristiques rencontrent en ce moment de grandes difficultés et ne peuvent visiblement pas s'appuyer sur les aides de l'Etat.

**Désastre.** Un directeur d'exploitation qui continue d'y croire malgré la montagne de problèmes auxquels il faut faire face. Des employés qui, eux aussi, affichent leur solidarité envers leur dirigeant pour maintenir l'établissement debout. Le tout avec une fréquentation pratiquement inexistante pour l'Isalo Rock Lodge, l'un des plus prestigieux hôtels que compte Ranohira, un haut lieu du tourisme à Madagascar en raison notamment de la présence du parc national de l'Isalo qui enregistre chaque année des milliers de touristes étrangers. Le quotidien vécu par Séverin Besabotsy, le directeur d'exploitation de l'Isalo Rock Lodge et son équipe, résume le désastre provoqué par les restrictions de la crise sanitaire. Ravi d'avoir la visite éclair d'un groupe de journalistes rentrant d'une mission de Toliara, l'opérateur touristique ne cache pas son désespoir face à la situation d'un tourisme qui est pratiquement mort dans cette destination pourtant très

prisée par les visiteurs internationaux. Depuis le début du confinement, son établissement n'a pratiquement pas accueilli de touristes qui sont à 90% des étrangers, notamment des Italiens. Après le déconfinement, la situation n'a pas changé, il n'y a toujours aucun touriste pour cette destination.

**Braderie.** Et pourtant, pour tenter de survivre, la quinzaine d'établissements hôteliers de Ranohira a opté pour une véritable braderie en réduisant de plus de moitié, leurs tarifs. C'est le cas notamment de l'Isalo Rock Lodge qui est passé de 400 000 ariary à 180 000 ariary la nuitée pour ses chambres de luxe. Mais rien n'y fait puisque les visiteurs locaux ne se bousculent pas, alors que la fermeture des frontières qui continue ne permet pas aux touristes étrangers de venir. Le calme plat, en somme pour la destination Isalo. Et la situation n'est visiblement pas encore prête de changer. « On parle d'une reprise de la filière tourisme en juin 2021, mais le véritable retour à la normale de nos activités ne se fera probablement qu'en 2022 », explique Séverin Besabotsy. En attendant, lui et les autres opérateurs touristiques de la région essaient de



survivre avec les moyens du bord et à grand coup de promotion. « C'est le seul moyen pour nous de survivre, et d'aider également nos employés qui, heureusement se montrent compréhensifs face à la situation », explique le dirigeant de l'Isalo Rock Lodge qui n'a pas manqué de dénoncer l'absence d'appui efficace de la part des autorités. « Nous sommes pratiquement livrés à nous-mêmes et sommes obligés de trouver les moyens pour que nos employés puissent également survivre ». Une manière de dire que malgré l'inefficacité des mesures prises par l'Etat, il n'abandonnera pas. Pour le bien de l'établissement qu'il dirige, de ses employés, du tourisme et du pays. Son pays.

## Recettes douanières: une hausse de 18% escomptée en 2021

RIANA R. | LES NOUVELLES | 3 DÉCEMBRE 2020

L'administration douanière envisage une hausse des recettes de 18% en 2021, selon les prévisions du Projet de loi de finances initiale (PLFI) 2021. Cette augmentation devrait résulter de la reprise du commerce d'une part, et des allègements dictés par les mesures de relance économique d'autre part, peut-on lire dans le texte.

Sur les 2.869,1 milliards d'ariary de recettes douanières prévues en 2021, 75% proviendront des importations de produits non pétroliers, et 25% des produits pétroliers. La TVA représentera plus de la moitié de cette prévision, soit 52,1%. A cet effet, la douane compte collecter jusqu'à 1.494 milliards d'ariary de recettes à travers la TVA, en 2021. Les droits de douanes seront de 653 milliards d'ariary, soit 22,8% de la totalité des recettes douanières prévues en 2021. Les taxes sur les produits pétroliers seront de 302 milliards d'ariary, et 417 milliards d'ariary pour les TVA sur ces mêmes produits.



Pour l'année 2020, les recettes douanières inscrites dans la Loi de finances rectificative (LFR) 2020 sont de 2.421,6 milliards d'ariary. Jusqu'à octobre 2020, la douane a pu collecter 1.826,1 milliards d'ariary, selon les données publiées sur son site officiel. Autrement dit, près de 75% des objectifs de l'année 2020 au mois d'octobre.

## Monnaie – L'ariary remonte progressivement la pente

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 3 DÉCEMBRE 2020

Regain de santé, depuis une semaine la monnaie nationale reprend des couleurs. En règle générale, la dépréciation de l'ariary par rapport à l'ensemble des devises fortes relève fondamentalement du fait que notre balance des paiements est structurellement déficitaire, nécessitant l'achat de devise étrangères pour être à l'équilibre. Ainsi, l'infime gain de

point pour l'ariary depuis ces quelques jours affiche l'euro à quatre mille quatre cent quatre-vingt unités de la monnaie nationale tandis que le dollar équivalait à trois mille six cent quatre-vingt-dix-sept ariary alors que quelques semaines auparavant ce taux atteignait des pics vertigineux. Par contre certains observateurs rappellent qu'il est plus prudent de se référer à des indicateurs

d'envergure pour définir si oui ou non la monnaie nationale a effectivement remonté la pente pour être compétitive face aux monnaies de référence. Les tendances ponctuelles sur les quelques derniers jours sont ainsi à prendre avec des pincettes sur les interprétations en ce qui concerne le poids de l'ariary face au dollar et à l'euro sur le marché interbancaire de devises.

# Programme Fihariana : Un financement de 300 millions Ar pour développer la filière lait

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 3 DÉCEMBRE 2020

*Une convention de partenariat vient d'être signée entre le programme national de l'entrepreneuriat Fihariana, le FIFAMANOR et la société Socolait à Andranomanelatra à Antsirabe.*

L'objectif consiste à développer la filière lait en augmentant la production laitière à 6 millions de litres d'ici trois ans. Pour ce faire, un projet intitulé « Fanoro » sera mis en œuvre par ces trois parties prenantes durant cette période. Cela consiste, entre autres, à procéder à l'insémination artificielle des vaches en vue de leur amélioration génétique. « Le programme Fihariana va allouer un financement de l'ordre de 300 millions d'ariary pour développer cette filière or blanc à travers la mise en œuvre de ce projet qui contribue à la réalisation de la vision présidentielle via les Velirano 9 et 7, soit l'autosuffisance alimentaire et la promotion des industries au niveau des régions », a annoncé Timothée Andriamamonjariason, le représentant de ce programme lors de la signature de la convention de partenariat entre les trois parties.

**Sélection de 3 000 vaches.** Parlant de la société Socolait qui assure la transformation laitière, elle se charge de l'encadrement technique des éleveurs touchés par ce projet. Ils sont au nombre de 3 000 éleveurs localisés dans les régions d'Analamanga et de Vakinankaratra. Il est à noter que ces deux régions produisent actuellement environ 3 millions de litres de lait. Cette société s'engage également à collecter

leur production laitière. En revanche, le centre FIFAMANOR assure la formation sur la technique d'insémination artificielle des vaches laitières au profit des vingt agents inséminateurs, et ce, en étroite collaboration avec les techniciens du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. Il faut savoir que ces techniciens de l'élevage et ces agents inséminateurs procéderont à la sélection des 3 000 vaches laitières à inséminer sur les 8 000 têtes recensées dans les régions d'Analamanga et de Vakinankaratra, à partir de janvier 2021. Ces derniers ont également bénéficié des kits d'insémination après avoir reçu des formations, toujours dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Fanoro ». Le centre FIFAMANOR va, de son côté, fournir des semences de race pure de pie rouge norvégienne.

**Comblé le gap.** Force est de reconnaître que l'amélioration génétique des races existantes contribue à l'augmentation de la production laitière. « Cela s'avère nécessaire afin de combler le gap de production de lait atteignant environ 80 millions de litres, et qui va servir à satisfaire la demande des industries de transformation et des ménages à Madagascar », a évoqué le directeur général de FIFAMANOR. Pour sa part, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage



Lors du lancement officiel du projet « Fanoro » visant à augmenter la production laitière des régions Analamanga et Vakinankaratra

et de la Pêche, Lucien Ranarivelo, a souligné que le programme Fihariana contribue au développement du milieu rural étant donné qu'une grande partie de son financement est allouée aux trois secteurs stratégiques pour le pays. Il s'agit notamment de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. « Mis à part cet appui du programme Fihariana à la filière or blanc, l'Etat importera entre-temps plus d'un millier de vaches laitières », a-t-il rappelé. Par ailleurs, la population malgache est sollicitée à consommer davantage du lait et de ses produits dérivés afin de renforcer son système immunitaire face à une telle crise sanitaire qui continue encore de sévir dans plusieurs pays dans le monde. En effet, elle consomme environ 2,5 kg de produits laitiers par personne par an contre 28 kg à 30 kg de produits laitiers par personne par an pour la population mauricienne, entre autres.

## Dette extérieure - 528 milliards d'ariary à rembourser en 2021

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 4 DÉCEMBRE 2020

Un accroissement de l'ordre de 11,6%. L'Etat doit rembourser 528,5 milliards d'ariary dont 355,4 milliards d'ariary en principal et 173,1 milliards d'ariary en intérêts l'année prochaine. C'est ce que révèle le projet de loi de Finances initiale 2021 (PLFI). Une légère hausse a été constatée à cause du déblocage de prêts projets et de prêts programme pendant le premier trimestre de cette année. On peut citer entre autres, le financement de 13,3 millions de dollars de la Banque mondiale, 12,9 millions de dollars de la Banque européenne d'investissement, 8,4 millions de dollars de l'Agence française de développement, 4,3 millions de dollars du Fonds de l'OPEP pour le développement (OFID), 3,3 millions de dollars de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), 1,4 million de dollars du Fonds international de développement agricole FIDA ainsi que 1,1 million de dollars de la Banque africaine de développement (BAD). Le montant total des emprunts passe ainsi de 11 750 milliards d'ariary en décembre 2019 à 12 193 milliards d'ariary à fin mars 2020. Par ailleurs, le Gouvernement malagasy a signé sept accords de prêt d'une valeur totale de 136,1 millions de dollars entre janvier à juin. Ces accords sont essentiellement constitués

de prêts concessionnels c'est-à-dire à un taux d'intérêt plus avantageux que celui du marché. 60,0% des fonds sont utilisés pour l'appui budgétaire, 24,2% pour des projets d'infrastructures, 12,5% pour l'énergie et 3,3% pour la santé. Dans le PLFI, les partenaires techniques et financiers apportent également leur appui au budget de l'Etat. Une aide de la Banque mondiale pour soutenir le développement du capital humain, un prêt de politique publique de l'AFD et la contribution de la BAD dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité économique (PACE IV) sont attendus. Le ministre de l'Economie et des Finances Richard Randriamandrato a, pour sa part, annoncé le soutien financier du FMI. En outre, l'Union européenne prévoit aussi l'octroi d'une aide budgétaire sous forme de dons de 10 millions d'euros. Malgré l'augmentation de la dette extérieure, le ministre de tutelle a souligné que la Grande île ne court aucun risque de surendettement. La part de la dette dans le Produit intérieur brut (PIB) de Madagascar n'atteint pas 50% alors que cette proportion représente 100% à 200% du PIB dans les autres pays du monde comme le Japon ou la France.

## Ressources halieutiques : fermeture de la pêche crevettière

RIANA R. | LES NOUVELLES | 4 DÉCEMBRE 2020

La saison de pêche aux crevettes dans toutes les zones de pêche de Madagascar sera fermée à partir du 7 décembre, annonce le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep) dans un communiqué publié hier. Cela concerne la pêche aux crevettes côtières pour toutes formes de pêcheries, que ce soit industrielle, artisanale et petite pêche. Le même département ministériel rappelle que «Chaque société de pêche, collecteur, poissonnerie et revendeur de crevettes est tenu de déclarer ses stocks auprès de la direction

régionale de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, au plus tard le 14 décembre 2020». Chaque année en cette période, la pêche crevettière est fermée pour protéger les femelles au moment des pontes. La campagne devrait reprendre ensuite vers le mois de février. La filière crevette est une importante activité à Madagascar. En plus d'être une source de devise pour le pays, elle est à l'origine de près de 50.000 emplois dans la Grande île actuellement.

## Concours « Créatives » : L'agence Facto nominée pour la 7e fois consécutive

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 4 DÉCEMBRE 2020

*Malgré le contexte de Covid-19 entraînant une crise économique à Madagascar, l'agence Facto Saatchi & Saatchi Madagascar, créée en 1999 à Antananarivo, a participé, cette année, au concours « Créatives » organisé par le Mémento.*

L'objectif de cet événement vise à récompenser les meilleures créations publicitaires de l'Océan Indien et des Antilles. Pour cette 20e édition dont le jury était présidé par le président de l'Union Francophone, en la personne de Christian Cappe, l'agence Facto Saatchi & Saatchi, a été nominée, et ce, pour la 7e fois consécutive. « Cette année la crise sanitaire Covid-19 a été particulièrement difficile pour les marques et la communication à Madagascar. Malgré tout, nous avons voulu montrer que la créativité permettait, même dans ces situations extrêmes, d'émerger et de faire la différence. Toute l'équipe est très fière de cette 7e nomination consécutive comme agence de l'année. Nous remercions nos clients de la confiance qu'ils nous portent pour porter au plus haut leur marque », a déclaré François Mandroux, gérant de Facto Saatchi & Saatchi Madagascar et directeur général de Master Group.

**Palmarès pour cette année.** « Leader sur son marché, Facto Saatchi & Saatchi Madagascar se positionne ainsi comme moteur de grandes campagnes inspirantes et précurseur de nouvelles idées et de nouvelles méthodes. Plus que jamais, Facto Saatchi & Saatchi Madagascar poursuit sa mission d'offrir un niveau de qualité optimal pour développer le capital de marque et

le chiffre d'affaires de ses clients », a-t-il poursuivi. Il faut savoir que les palmarès de cette agence ont été basés sur la réussite de trois campagnes publicitaires lancées à Madagascar. La première constitue le yaourt brassé aux fruits de Socolait, qui a été récompensé pour sa campagne dévoilant une nouvelle identité et un univers mettant en avant l'explosion et la fraîcheur des morceaux fruits et toujours au bon lait frais d'Antsirabe. La deuxième campagne porte sur l'animation de la page facebook de Salone, qui a été primée pour la variété de son contenu, mettant en avant l'engagement de la marque envers ses abonnés et ses clients. En outre, cela a été valorisé par des statistiques supérieures aux moyennes nationales. Et enfin, la dernière et non la moindre constitue la collection Gasy et Stylée d'Aigle d'Or, qui a de nouveau reçu une distinction pour le spot de sa dernière campagne créée par Michella.

**Accompagner les marques.** Rappelons que l'agence Facto Saatchi & Saatchi Madagascar constitue une filiale de Master Group Communication, leader de la communication dans l'océan Indien. Elle a été mise en place en 1999 à Antananarivo. Le groupe accompagne les marques sur ses marchés à Madagascar, la Réunion, dans l'Océan Indien et aux Antilles tandis



Le dream team de l'agence Facto Saatchi & Saatchi Madagascar avec des valeurs fortes d'esprit d'équipe.

que l'agence Facto Saatchi & Saatchi Madagascar conseille localement de nombreuses grandes entreprises. Elle a également accompagné d'autres programmes et organismes internationaux comme le programme PIC (Pôle Intégré de Croissance) pour la promotion touristique de Madagascar, et l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie). L'accompagnement du SIM (Syndicat des Industries de Madagascar), dans la promotion du label « Malagasy Ny Antsika », n'est pas en reste. En effet, la population malgache est maintenant sollicitée à consommer davantage des produits fabriqués localement afin de soutenir les industries locales tout en évitant la forte dépendance aux importations suite à cette crise sanitaire affectant non seulement l'économie mais aussi les ménages.

## Toamasina – La deuxième phase de l'extension du port pour bientôt

MIANGALY RALITERA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 4 DÉCEMBRE 2020

Les travaux d'extension du port de Toamasina se poursuivent, malgré le retard causé par l'épidémie de coronavirus. La première phase serait presque arrivée à terme. La deuxième phase du projet va démarrer progressivement, en ce mois de décembre. Cette deuxième phase consiste au prolongement de la brise lame, à la construction du quai C4, aux dragages des quais C1, C2, C3, et à l'amélioration de la circulation intérieure du port. Tandis que la phase une consistait au remblayage d'espace à conteneurs et à la construction de bloc de protection.

L'Agence de coopération internationale du Japon (Jica) a

remis du matériel à la Société du port à gestion Autonome de Toamasina (Spat). Ceci, pour améliorer la prise en charge sanitaire de son personnel et pour faciliter la reprise des travaux du projet de développement du port à Toamasina. Elle a offert des équipements médicaux et des équipements de protection individuelle. Ils serviront à protéger les personnels soignants et le staff, et à équiper les deux centres hospitaliers du Spat. Le directeur général du SPAT, Christian Eddy Avellin affirme qu'aucun cas de Covid-19 n'a été constaté parmi les matelots qui proviennent de l'étranger. Les ports n'ont pas été fermés, malgré la propagation de l'épidémie.

# Loi de finance initiale 2021: la tête hors de l'eau ?

LES NOUVELLES | 4 DÉCEMBRE 2020

*C'est clair. Madagascar va s'en sortir. C'est en tout cas ce qu'indique, sans laisser place au doute, la LFI 2021. Avec elle, c'est tout l'optimisme (à outrance ?) du Président Rajoelina, du Premier Ministre Ntsay, du ministre des Finances, et de tout le gouvernement, qui s'exprime. Le texte a déjà été adopté par l'Assemblée nationale.*

Sur l'exercice précédent, l'optimisme régnait aussi, au départ, avant le retour à la réalité. La taux de croissance de la loi de finance rectificative de 2020 a en effet été révisé à la baisse, de 0,8% à -3,8%. En 2020, le pays a donc connu une indiscutable récession, en raison du ralentissement ou de l'arrêt des activités à cause du confinement et de la crise économique mondiale. Mais en 2021, les choses devraient se renverser avec un taux de croissance attendu de 4,5%, soit quasiment le niveau de 2019 (5%, à l'époque).

## • Dans les ministères, des hauts et des bas

Hausse spectaculaire en pourcentage, celle du budget des Postes et Télécommunications, qui passe de 11,5 milliards, à 44,2 milliards d'ariary, soit une hausse de 300% environ !

Le budget du ministère de la Jeunesse et des Sports a augmenté de 140%, de 66 milliards à 159,9 milliards d'ariary. Comme le note le mouvement de société civile Rohy, lors d'une conférence de presse le 28 novembre, "le budget en investissements internes de ce ministère s'élève à 128,9 milliards d'ariary, ce qui représente près de 90% du budget en investissements internes de "l'Education nationale" et 57% de plus que celui de la Santé. 118,9 milliards d'ariary sont ainsi prévus pour "l'appui au développement du sport de haut niveau (construction de stades et autres infrastructures de sports)."

Par contre, la lutte contre la corruption continue de vivre une époque de vaches maigres, comme le relève aussi le mouvement de société civile Rohy, "le budget des institutions de la lutte contre la corruption reste faible (0,15% du budget général), en contradiction avec la corruption qui est un vrai fléau dans notre pays, et avec le slogan présidentiel : Corruption, tolérance zéro !"

La Santé, après avoir tenu le haut de l'affiche médiatique à partir de mars 2020, semble elle aussi passer au second plan dans cette LFI 2021. La hausse des crédits du ministère est seulement de 3,4% et vient d'une hausse des investissements, car le budget de fonctionnement baisse de 10%. Les effectifs globaux devraient même diminuer, selon Rohy.

Enfin, en ce qui concerne l'Education nationale, le budget alloué en 2019 était de 1 193 milliards d'ariary, en 2020, il est monté à 1 306 milliards d'ariary, et en 2021, il atteindra 1 407 milliards d'ariary. Mais, en pourcentage du budget total, le budget de ce ministère est en baisse en passant de 22% en 2014 à 15% 2018, puis sous les 15% en 2019, et en 2021, le budget alloué représentera 12% du total.

## • La politique monétaire vise à soutenir la monnaie nationale

La monnaie nationale s'était considérablement dépréciée depuis le début de l'année 2020 jusqu'en octobre. Sur les douze mois précédents, la monnaie avait perdu 14 % face à l'euro, et 8 % face au dollar (1 euro valait 4 600 ariary et un dollar, 3 930 ariary). Ce qui provoquait des pressions inflationnistes sur des produits vitaux comme les médicaments, le carburant, le riz, l'huile... La Banque centrale disposait alors de réserves de change, estimées à 5,9 mois d'importations, en juin, par le FMI. Mais, depuis la chute s'est enrayée. Un euro vaut actuellement 4 505 ariary, et un dollar, 3 724 ariary.

Pour limiter le risque de voir la monnaie nationale reprendre sa chute, la LFI 2021 indique que l'offre d'ariary sera plus limitée qu'en 2020. "La Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) prévoit de mener une politique monétaire prudente en réduisant la



variation de la masse monétaire à +19.4%, contre +28.1% en 2020." Soit presque une baisse de moitié !

La Banque centrale prévoit quand même une baisse tendancielle de l'ariary face au dollars, avec un taux de change attendu de 3936,7 ariary pour un dollar, soit "une dépréciation de -3.7% par rapport à l'estimation prévue pour l'année 2020", précise le document. Le retour de l'activité économique, notamment dans les zones franches, sera décisif, dit le texte. Mais le point critique, même s'il n'est pas cité, reste la reprise d'Ambatovy, qui représentait le quart des exportations du pays, selon les chiffres de l'EITI, l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives.

La contrepartie de cette politique plus restrictive de création de l'ariary est que l'Etat malagasy peut émettre moins de bons du trésor, achetés par la Banque Centrale par de la création monétaire. Les autorités devront donc trouver d'autres prêteurs pour financer leur budget.

## • Une large part de dons attendue

Le pays attend toujours une large part de dons pour se financer. "Un niveau de 1 437,8 milliards d'ariary (environ 365 millions de dollars) est prévu", soit un peu plus de 10% du budget général de l'Etat. "L'Administration continue d'ailleurs ses négociations avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers, notamment le Fonds Monétaire International (FMI), afin d'obtenir les financements opportuns pour soutenir le redressement économique." Ce qui pourrait indiquer un nouveau programme de Facilité élargie de crédit après la fin du précédent, début 2020 et la Facilité rapide de crédit, de plus de 300 millions de dollars, depuis mars 2020.

## • Comment relancer le secteur privé ?

La LFI 2021 relève le défi de la relance de deux manières. D'abord, le texte prévoit un allègement de la fiscalité via l'IRSA (Impôt sur les revenus salariaux et assimilés) qui va profiter à tous les salariés du secteur formel (10% des travailleurs totaux dans le pays), avec un cout de la mesure estimé à 29,38 milliards d'ariary.

Ensuite, la loi acte un allègement de la fiscalité sur certains produits fabriqués localement, qui va profiter à un petit nombre d'entreprises. Seront donc exonérés de TVA : le maïs, l'huile alimentaire, et la farine. Le taux de TVA tombe aussi à 5% pour les pâtes alimentaires, ce que l'entreprise Habibo, qui fabrique des spaghetti panzani localement, devrait apprécier. Enfin, la LFI 2021 protège des produits locaux de la concurrence en élevant d'énormes droits d'accises de 50% sur le thé et le sel importé. Une mesure qui va profiter largement à TAF.

Sur ce second point, le coût pour l'Etat restera également modéré, avec un manque à gagner de moins de 50 milliards d'ariary pour les produits cités.

# Tarissement du barrage d'Andekaleka – Retour en force du délestage dans plusieurs quartiers

DIAMONDRA RANDRIATSOA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 4 DÉCEMBRE 2020

Les cinq localités de la capitale vont subir des coupures d'électricité, c'est ce qui a été annoncé par le Jirama sur sa page facebook. L'eau au barrage d'Andekaleka se tarit complètement. Cette eau fournit le tiers de la production d'électricité du réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA). Ainsi, l'alimentation en électricité du RIA rencontre des difficultés dernièrement.

La centrale hydroélectrique de la Jirama à Andekaleka ne produit que 22MW au lieu des 93MW habituels. En effet, la Jirama est obligée d'effacer les 25MW, soit 10% des besoins

durant les heures de pointe, pendant à peu près deux heures même si tous les moyens de production d'électricité de la Jirama sont mis en service. Des délestages tournants seront prévus dans cinq localités de la capitale, pour le côté Sud, Andoharanofotsy et ses alentours, pour le côté Est, il s'agit d'Ambohimangakely et ses environs, pour le côté Nord, il s'agit d'Analamahitsy et ses environs et enfin pour le côté Ouest, il s'agit d'Itaosy et ses environs et pour le côté centre-ville, Analakely et ses alentours vont subir cette coupure.

## Prix du litchi: une baisse de 20% constatée sur le marché européen

R.R | LES NOUVELLES | 4 DÉCEMBRE 2020

Les litchis malagasy exportés via les deux bateaux conventionnels sont déjà présents sur le marché européen actuellement. Alors que les opérateurs dans la filière ont émis leur doute par rapport à la recrudescence de l'épidémie dans les pays européens au tout début de la campagne du litchi au mois de novembre, Faly Rasamimanana, un exportateur de litchis affirme que «La vente du litchi malagasy sur le marché européen se déroule plutôt bien. Nous n'avons reçu aucune réclamation jusqu'à présent». L'opérateur note toutefois une importante baisse des prix par rapport à la précédente campagne. «Le niveau du prix du litchi sur ce marché a baissé de 20% en général. Il faut dire aussi que la quantité exportée cette année a connu une baisse», note-t-il.

Pour rappel, l'Europe est la première destination du litchi



malagasy. Chaque année, près de 80% de litchis exportés par la Grande île partent vers ce marché. D'après le rapport du Centre technique horticole de Tamatave (CTHT), le litchi de Madagascar est surtout présent sur les marchés français, allemand, belge et aux Pays-Bas.

## Infrastructures publiques : Focus sur les études, la planification et l'organisation

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 4 DÉCEMBRE 2020

Les investissements dans les infrastructures doivent être faits de manière intelligente, dans une optique à long terme et bénéfique pour les générations futures, surtout lorsqu'ils engagent des emprunts extérieurs. C'est ce qu'a développé le ministre de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics, Hajo Andrianainarivelo, lors de sa rencontre avec les étudiants du Département Economie de la Faculté EGS, de l'Université d'Antananarivo. « Il est vrai que le progrès technique et le savoir-faire sont indispensables pour une bonne performance dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'infrastructures, mais les études d'impacts sont également très importantes. Il faut savoir, par exemple, quel effet d'entraînement pourrait générer chaque ariary investi dans les infrastructures ? Quel sera l'impact de cet investissement d'un ariary sur la croissance économique ou sur la qualité de vie de la population ? Nous avons besoin des économistes pour avoir des précisions sur les réponses à ces questions. D'ailleurs, le ministère compte inclure les économistes et les socio-organismes, dans ses prochains recrutements », a déclaré le ministre, face aux étudiants présents à la rencontre, qui, selon le chef de département, sont tous en phase de recherche dans plusieurs spécialités, notamment, l'environnement, le développement, ainsi que la MBF (Monnaie-Banque-Finances).

**Rentabilité.** L'appropriation des investissements publics et le sentiment d'appartenance ont également été soutenus par le ministre Hajo Andrianainarivelo. D'après ses dires, le ministère a réussi à économiser des centaines de milliards d'ariary, qui ont pu être alloués dans d'autres projets, grâce aux améliorations apportées dans l'attribution de marchés aux entreprises. « Nous avons établi des coûts estimatifs pour les travaux de construction et de réfection de routes. C'est sur cette base que les appels d'offres ont été lancés. Pour certains chantiers, nous avons réussi à élargir la route à 7m au lieu de 6m et en même temps, nous avons réussi à reconstruire 20Km de route supplémentaire, grâce aux mercuriales des prix. En outre, les contrôles, les délais de garantie et la durée de vie de ces routes doivent également être améliorés car il s'agit d'investissements à long terme », a-t-il noté, en citant le cas de la RN6 inaugurée en 2008, et qui est actuellement très dégradée. En effet, certains prêts concessionnels sont remboursés sur 25 ans. Les dirigeants devraient donc tenir compte de cette période, pour définir les bons investissements à faire. Pour le ministre Hajo Andrianainarivelo, les coûts et les retombées économiques des projets sont déterminants, pour définir la qualité des investissements.

# Projet 20by2020 : De l'eau potable dans les communautés rurales malgaches.

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 4 DÉCEMBRE 2020

*L'accès à l'eau potable demeure une problématique surtout en Afrique. À Madagascar, plus de 58% de la population n'ont pas accès à l'eau potable et près de la moitié des ménages vivent sans installations sanitaires.*

Pour aider à relever ce défi de l'accès à l'eau potable dans les communautés reculées de Madagascar, les Emirats Arabes Unis (UAE) à travers le projet humanitaire 20by2020 ont récemment installé des fontaines d'eau potable «Safe Water Cube» dans cinq zones rurales des pays d'Afrique de l'Est, dans le but d'améliorer la qualité de vie d'environ 8 500 personnes au quotidien. Meilleure hygiène. Quatre fontaines ont été installées dans des écoles, notamment l'école Saint-Joseph à Antsirabe ainsi que des écoles à Vohitrarivo, Ambohijafy et Ambohijafy Talata Andraikiba mais qui sont également accessibles aux habitants du village local. Une autre a été installée pour les patients et le personnel de santé à l'hôpital d'Andraikiba. Des milliers de villageois, de patients hospitalisés et des personnels de santé de la région centrale du Vakinankaratra peuvent désormais éviter de



nombreuses maladies hydriques et d'autres problèmes de santé liés à l'eau insalubre. Face à la propagation de la pandémie de Covid-19 et à l'importance du lavage des mains, ce dispositif offre de nouvelles opportunités pour une meilleure hygiène.

Solutions importantes. Le directeur général de la Jirama, Vonjy Andriamanga, a déclaré à cette occasion, que « l'amélioration du traitement de l'eau dans les zones rurales est une priorité et un domaine d'intervention clé pour le gouvernement malgache au niveau

régional et national, face à notre engagement à atteindre les objectifs de développement durable liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène ». Le projet 20by2020 complétera les efforts visant à améliorer la qualité de vie des habitants de diverses régions éloignées du pays. Ce projet traduit la volonté des dirigeants des Emirats Arabes Unis, à travers le prix Zayed Sustainability et les partenaires de 20by2020 de déployer des solutions importantes en matière d'approvisionnement en eau. Ahmed Ali Al Sayegh, ministre d'État des Emirats arabes unis et Président d'Abu Dhabi Global Market (ADGM), un partenaire fondateur de l'initiative, a annoncé que « le déploiement de 20by2020 à Madagascar est un projet vital qui améliore la vie et répond aux besoins de nombreuses communautés éloignées grâce à des solutions durables innovantes, ayant un impact positif sur leur santé et leur bien-être »

## Planification spatiale marine : Atelier de consultation hier au Carlton Anosy

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 4 DÉCEMBRE 2020

La planification spatiale marine (PSM) est en cours de mise en place à Madagascar. Hier, l'atelier de lancement et de consultation sur l'étude technique, institutionnelle et juridique dans ce cadre, s'est tenu au Carlton Anosy. Organisé par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics (MATP) avec la collaboration de la direction de la Mer et de l'Économie bleue au sein du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, cet atelier s'inscrit dans le cadre de démarches participatives et inclusives pour l'élaboration des documents. Selon les organisateurs, il est attendu que les résultats de l'étude permettent d'asseoir une planification maritime acceptée par tous à Madagascar. Il s'agit donc d'un premier atelier qui précède une série d'ateliers pris en charge par le programme USAID Hay Tao, partenaire de la mise en œuvre de la PSM à Madagascar. L'objectif global de l'atelier est de présenter l'analyse des textes existants et de consulter les apports des parties prenantes œuvrant dans le domaine de la mer. Les avis et observations recueillis permettront d'enrichir les études menées par des consultants.

Plan d'action. L'étude lancée dans le cadre de l'atelier a pour objectif d'obtenir un document stratégique et technique relatif à la mise en place et à la mise en œuvre de la Planification Spatiale Marine (PSM) à Madagascar. Durant la rencontre, de grandes questions ont été abordées, liées aux enjeux de l'aménagement du territoire maritime à Madagascar ; les meilleures pratiques en termes de planification maritime à tirer des autres pays ; le cadre juridique, organisationnel et institutionnel appuie la démarche de la mise en place de la PSM à Madagascar, etc. À l'issue de l'étude, un plan d'action de la mise en place et de mise en œuvre de la PSM sera élaboré. A noter que la mise en œuvre de la PSM devrait figurer parmi les priorités pour assurer une bonne gouvernance de l'océan. Le pays s'est engagé à accélérer sa mise en œuvre en 2017 lors de la Conférence sur la biodiversité marine à New York. De plus, les instances régionales comme la Commission de l'Océan Indien (COI), la Convention de Nairobi et l'Union Africain encouragent la réalisation du projet sur le sol africain.

## Agriculture – Facilité pour les jeunes porteurs de projet

HARILALAINA RAKOTIBE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 4 DÉCEMBRE 2020

Accès aux financements et aux fonciers pour les jeunes agriculteurs. C'est en ce sens que le réseau SOA syndicat national agricole travaille sur l'installation des jeunes agriculteurs, présentement à l'occasion d'un atelier dédié à cette thématique à la résidence Ankerana. « Comme de nombreux pays africains, Madagascar mise sur le secteur agricole pour absorber une importante partie

de ces jeunes puisque l'agriculture est un secteur économique stratégique, créateur de richesses et d'emplois agricoles et non agricoles » explique Gérard Andriamandimby, directeur du réseau SOA.

Une façon pour ce responsable d'alerter les autorités et les différents partenaires techniques et financiers sur les difficultés fonciers ainsi que

le financement auxquels les jeunes agriculteurs doivent faire face. Sur le foncier l'accès des jeunes à la terre se fait surtout par héritage car l'achat de parcelles est difficile du fait du prix du foncier, de la rareté des opportunités et de la difficulté d'accès aux informations sur les ventes, les possibilités de défriche sont difficiles car les terres sont déjà appropriées dans leur totalité.